

Eine Welt Un solo mondo Un seul monde

N° 1
MARS 2008
LE MAGAZINE DE LA DDC
SUR LE DÉVELOPPEMENT
ET LA COOPÉRATION

www.ddc.admin.ch



**Migrations: au-delà des défis,
un potentiel à exploiter**

**Le Rwanda: un beau pays,
avec des abîmes**

**La DDC et les organisations non gouver-
nementales: des rôles complémentaires
pour un objectif commun**

DOSSIER



MIGRATIONS

Tenter sa chance à l'autre bout du monde

Au niveau international, on admet désormais que les migrations ne sont pas seulement synonymes de problèmes, mais qu'elles ouvrent aussi de nouvelles perspectives et recèlent un grand potentiel

6

Considérer tous les aspects, tant négatifs que positifs

Entretien avec Rolph Kurt Jenny, conseiller spécial de la présidence du Forum mondial sur la migration et le développement

12

Rester et créer des sources de revenus sur place

Un projet de développement, au Burkina Faso, montre que la prévention des migrations doit commencer dans les pays d'origine

14

Un oiseau qui picore la sagesse

Les représentants des peuples indigènes créent une plate-forme sur Internet pour mieux protéger leurs cultures

24

FORUM



Des acteurs complémentaires au service du développement

La DDC et les organisations non gouvernementales collaborent pour atteindre leur objectif commun : réduire la pauvreté dans le monde

26

L'école buissonnière

L'écrivaine haïtienne Evelyne Trouillot raconte comment l'absence de perspectives économiques pèse sur la relation d'une mère avec son fils au quotidien

29

HORIZONS



Un beau pays, avec des abîmes

Quatorze ans après le génocide, le Rwanda présente l'image d'un petit État politiquement stable, mais son équilibre est menacé sur plusieurs fronts

16

Un immense jardin en trompe-l'œil

Apollinaire Mushinzimana explique que l'environnement, la rareté des terres et la pauvreté ont joué un rôle significatif dans le génocide rwandais

20

DDC

Voir pour comprendre

Le directeur de la DDC Walter Fust analyse les critiques adressées à la coopération au développement

21

Un toit longtemps attendu

Dans le Caucase du Nord, la Suisse soutient la construction et la rénovation de maisons destinées aux populations chassées par la guerre

22

CULTURE



Une mémoire renouvelée

L'art contemporain africain est longtemps resté exclu des circuits culturels mondiaux, mais il gagne aujourd'hui en visibilité

30

Éditorial	3
Périscopes	4
DDC interne	25
Au fait, que sont les personnes déplacées ?	25
Service	33
Impressum	35

Un seul monde est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale intégrée au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.



Enthousiasme, courage et capacité d'agir

Le premier numéro d'*Un seul monde* a été publié il y a dix ans exactement, en février 1998. Son dossier était consacré à la quête difficile d'une efficacité optimale dans la coopération au développement. Loin d'avoir perdu de son actualité, ce sujet demeure aujourd'hui en tête des priorités de tout organisme de développement. Plus que jamais, les politiciens et les experts, que ce soit au niveau national ou international, se posent une double question : faisons-nous les choses correctement et nos méthodes sont-elles les bonnes ? Différentes approches sont aujourd'hui appliquées afin d'augmenter l'efficacité des actions de coopération. Voici les principales d'entre elles : accroître la cohérence politique en général ; améliorer la coordination entre politique commerciale et politique de développement ; harmoniser les activités des donateurs pour éviter les doublons et le gaspillage de ressources ; réformer le système multilatéral en renforçant le Conseil économique et social des Nations Unies (Ecosoc) pour le placer au même niveau qu'un Conseil de sécurité démocratisé.

Cependant, quelle que soit la méthode à laquelle on recourt pour optimiser l'efficacité de l'aide, il faut pour le faire des gens engagés, énergiques et décidés à aller de l'avant. Des scientifiques canadiens ont identifié trois facteurs qui sont les clés du succès. Le premier est l'enthousiasme. Deuxièmement, il importe de posséder un sens profond du devoir, une capacité à prendre des risques, une bonne dose de passion et un optimisme responsable. Troisièmement, les gens qui réussissent se distinguent par le fait qu'ils trouvent des moyens efficaces d'agir.

Notre directeur Walter Fust, qui prendra sa retraite à la fin

du mois d'avril, réunit en une combinaison idéale ces divers ingrédients. À la tête de la DDC depuis 1993, il s'est dédié corps et âme à sa tâche. Il a sans cesse fait preuve de courage et a toujours trouvé le moyen de mener une action efficace, même dans les situations les plus inextricables. Mais ce qui le caractérise surtout, ce sont sa cordialité, ses qualités humaines et son humour. Qu'il rencontre les plus hauts dignitaires de ce monde ou les plus humbles des villageois dans les pays partenaires, Walter Fust aborde chacun avec le même respect. Il a toujours recherché le contact direct avec les habitants des pays en développement. À l'écoute de leurs problèmes quotidiens et de leurs soucis, il ne renonçait à aucun moyen ni à aucune discussion afin de mieux comprendre leurs conditions de vie. C'est son esprit d'ouverture, son travail et sa volonté qui lui ont permis de mettre en œuvre les approches mentionnées ci-dessus pour accroître l'efficacité de la coopération au développement. Lisez à ce sujet le commentaire qu'il propose en page 21.

Au nom des collaboratrices et des collaborateurs de la DDC, de l'équipe rédactionnelle d'*Un seul monde* et – si vous le permettez – en votre nom aussi, chères lectrices et chers lecteurs, nous remercions Walter Fust de son engagement indéfectible au service du développement. Et nous lui souhaitons une nouvelle tranche de vie riche et passionnante.

Harry Sivec

Chef médias et communication DDC

(De l'allemand)



Thomas Grabka/af

Des milliards perdus pour le développement

(bf) Entre 1990 et 2005, les guerres ont coûté à l'Afrique l'équivalent de quelque 353 milliards de francs. Ce montant comprend les coûts directs des conflits, comme les dépenses militaires ou la destruction physique des infrastructures, et les répercussions indirectes, notamment le déclin des activités économiques et l'augmentation de la dette. Il correspond à peu près au volume de l'aide internationale attribuée au continent noir durant cette même période. Ces données ressortent d'une étude intitulée *Les milliards manquants de l'Afrique*, réalisée par trois ONG britanniques, dont Oxfam. L'analyse a porté sur 23 États africains qui ont connu des conflits armés ou des crises sévères au cours des quinze dernières années. Ces « chiffres choquants » sont presque certainement sous-estimés, remarque Irungu Houghton, d'Oxfam. La publication de l'étude vise à attirer l'attention des gouvernements sur la nécessité de mieux contrôler le commerce international des armes. Environ 95% des armes utilisées dans les guerres africaines ne sont en effet pas fabriquées sur le continent, mais dans d'autres parties du monde.

Le portable au service du développement

(gn) De nos jours, les téléphones

portables sont aussi des appareils de photo, des agendas électroniques et des consoles de jeux. Ils offrent même un accès à Internet. Toutes ces fonctions peuvent s'avérer particulièrement utiles dans les régions pauvres et isolées de la planète. Des scientifiques de l'Université californienne de Berkeley ont développé des jeux vidéo destinés à enseigner l'anglais aux enfants de Mysore, dans le sud de l'Inde. La société indienne ZMQ Software Systems, qui a déjà créé des jeux éducatifs sur la prévention du sida, voit dans le téléphone portable un outil plein d'avenir qui peut disséminer toutes sortes d'informations, depuis des cours à suivre en déplacement jusqu'à des solutions pour entreprises. Aujourd'hui déjà, on utilise le téléphone cellulaire au Kenya pour faire des virements d'argent.

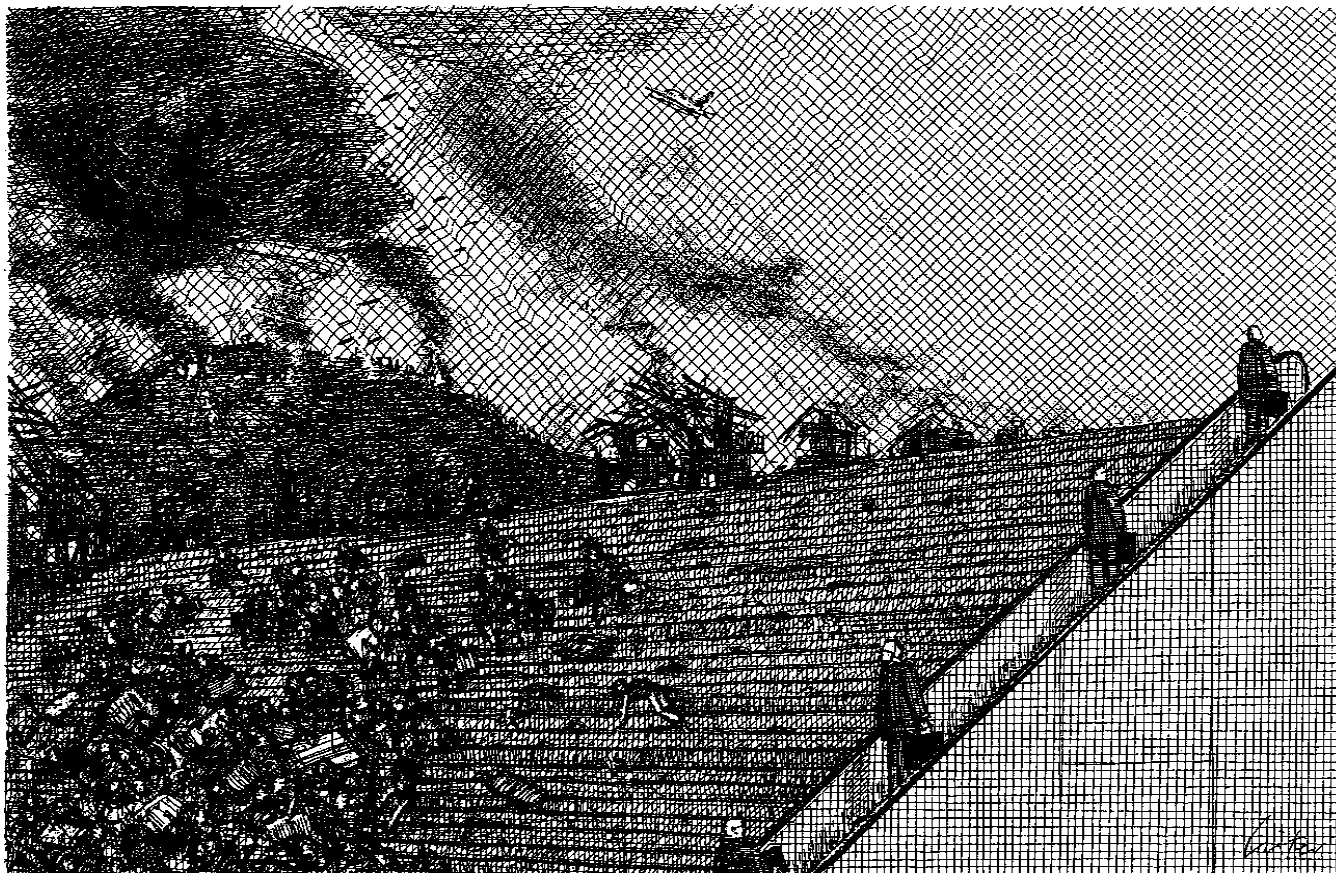
L'appareil de photo intégré permet à des analphabètes d'échanger des documents. Des formulaires peuvent être communiqués en toute sécurité et leur authenticité est vérifiable. Ces micro-ordinateurs ont l'immense avantage d'être généralement à la portée des pauvres. De plus, la transmission – encore coûteuse actuellement – des images et des fichiers vidéo deviendra meilleur marché à moyen terme.

Ruée sur la viande du pauvre

(jls) Le niébé est devenu l'aliement vedette des Nigériens. Sa production a triplé entre 2000 et 2006. Cette légumineuse est désormais cultivée dans presque toutes les régions du pays et les superficies qui lui sont consacrées ne cessent d'augmenter. Les cultivateurs l'apprécient, parce qu'elle est très résistante à la sécheresse, que son cycle de végétation est court et qu'elle enrichit les sols. Les graines se vendent bien et les fanes fournissent un fourrage de qualité. Les consommateurs ont changé leurs habitudes alimentaires. Dans leurs assiettes, le niébé a supplanté le riz et le mil, alors qu'autrefois seuls les ménages pauvres en mangeaient. Si ce haricot connaît un tel succès, c'est parce qu'il est économique et nutritif. Le niébé est riche en protéines, fer, zinc,



The New York Times/Redux/af



L'Exode

vitamine B, amidon et calcium. Il remplace la viande et le poisson, devenus inabordables pour la majorité de la population, en raison de la dégradation du pouvoir d'achat. Et il coûte moins cher que les céréales.

Les amis de la pluie

(jls) Le village de Debuncha, sur la côte Atlantique du Cameroun, est le deuxième endroit le plus

arrosé du monde, après Cherrapunji, en Inde. Les quelque 900 habitants se sont tellement habitués à ce climat humide que, s'il ne pleut pas pendant une journée, ils perdent patience. Car le beau temps, assurent-ils, ne favorise pas la pêche, qui constitue leur principale activité économique. Les prises sont bien meilleures quand il pleut ou après de fortes averses. De même,

les cultures produisent d'excellents rendements grâce à la pluviosité, mais aussi à la fertilité de sols volcaniques. Le problème, c'est que les précipitations ne sont plus aussi abondantes depuis quelques années. La communauté, inquiète, fait des sacrifices pour implorer les ancêtres de stopper cette diminution. C'est peine perdue, estime le géographe Joseph Pascal Mbaha : « Le recul de la pluie à Debuncha est une conséquence du réchauffement climatique provoqué par la déforestation et l'activité industrielle à l'échelle planétaire. »

Des huîtres en guirlandes

(jls) De novembre à mai, des huîtres produites dans le sud du Sénégal sont proposées sur les étals des quartiers chics de Dakar. La capitale est approvisionnée par plusieurs villages situés dans le Delta du Saloum. Les femmes y pratiquent une technique

d'élevage très particulière, introduite dans le pays au milieu des années 90 par une mission technique taïwanaise. Elles percent des coquilles vides, les relient par un fil de nylon et accrochent ces longues guirlandes à un dispositif en bois. Les larves viennent se fixer sur ce support. Après quelques mois, on détache les petites huîtres pour les déposer dans un parc de grossissement. Dans le village de Soucoutha, les ostréicultrices se sont regroupées en association. Grâce aux revenus de leur activité, elles ont ouvert une mutuelle de crédit. Celle-ci aide ses 300 membres à se procurer des instruments de travail, notamment des pirogues. L'an dernier, des femmes de Gambie et de Casamance se sont rendues à Soucoutha pour apprendre cette technique.





Tenter sa chance à l'autre bout du monde

Environ 200 millions d'êtres humains vivent loin de chez eux et leur nombre tend à s'accroître. Au niveau international, on admet depuis quelques années que les migrations ne sont pas seulement synonymes de défis, mais qu'elles ouvrent aussi de nouvelles perspectives et recèlent un grand potentiel. Cette perception ne s'est toutefois pas encore imposée à l'échelle des pays. De Maria Roselli.

Il a fallu beaucoup de temps pour que l'on cesse de considérer les migrations comme un mal en soi et que l'on s'intéresse à leurs aspects positifs. Depuis la parution du rapport de la Commission mondiale sur les migrations internationales (CMMI), en octobre 2005, le revirement s'est toutefois affirmé sur le plan international.

Les mouvements migratoires peuvent être une chance pour tous les acteurs concernés: les émigrés trouvent de meilleures conditions de vie loin de leur patrie, tandis que les pays d'origine et de destination profitent de la croissance économique et du développement ainsi générés.

Il y a cependant quelques conditions à remplir, qui ne vont pas de soi: l'émigration doit être librement choisie, régulée et s'inscrire dans un certain cadre. Les États se trouvent dès lors face à un double défi: «Ils doivent optimiser les effets positifs de ces flux pour les pays d'origine et de destination, tout en empêchant les migrations illégales et le trafic d'êtres humains», explique Lorenza Rossi, chargée des questions migratoires à la DDC.

Stimulé par le recul général du nombre de requérants d'asile dans les pays de l'OCDE, le débat s'attache depuis quelque temps à mettre l'accent sur les compétences des migrants et sur leur travail. Plusieurs études prouvent d'ailleurs que ceux-ci apportent une contribution majeure, tant financière qu'intellectuelle, au développement de leur pays d'origine.

Exploiter le potentiel des migrants

Ce n'est qu'en reconnaissant la valeur des migrations que l'on pourra développer et exploiter pleinement le potentiel des migrants, afin de créer une plus-value aussi bien pour eux que pour les pays

d'accueil. «Or, bien souvent, c'est justement là que le bât blesse au niveau des États nationaux», déclare Ibrahima Guissé, de l'Université de Genève, auteur d'une étude sur la contribution des émigrés africains au secteur suisse de la santé.

Ce sociologue d'origine sénégalaise estime que la Suisse n'a pas su tirer profit de tout le potentiel que la diaspora africaine représentait pour son économie. À titre d'exemple, les Africains autorisés à venir étudier en Suisse sont obligés de quitter le pays dès qu'ils ont terminé leur formation. Mais ces diplômés retournent rarement dans leur patrie. Le plus souvent, ils préfèrent gagner le Canada. «Les migrants vont là où leurs compétences sont reconnues et où ils pourront améliorer leurs conditions de vie», explique Ibrahima Guissé. En caricaturant à peine, on peut donc en déduire que la Suisse, avec sa pratique restrictive, favorise involontairement l'essor de l'économie canadienne.

Vieillesse et manque de main-d'œuvre

Le travail des migrants internationaux – dont près de la moitié sont aujourd'hui des femmes – contribue largement à la prospérité des pays d'accueil. Il leur fournit un réservoir important de capacités et comble les lacunes sur le marché de l'emploi. Sans la main-d'œuvre immigrée, des secteurs entiers de l'économie verraient leur développement entravé et risqueraient même l'asphyxie. Ce constat vaut aussi bien pour les pays européens que pour l'Amérique du Nord, l'Australie et quelques pays d'Asie. Si la demande de travailleurs étrangers augmente, ce n'est pas seulement parce que les indigènes n'effectuent plus certains travaux. Cela tient également à l'évolution différente de la courbe démographi-

Qu'est-ce que la migration?

La migration est le déplacement d'une personne ou d'un groupe de personnes, soit entre des pays, soit entre deux lieux situés sur le territoire d'un même pays. Selon la définition qu'en donne l'Organisation internationale pour les migrations, cette notion englobe tous les types de mouvements de population impliquant un changement du lieu habituel de résidence, quelles qu'en soient leur cause, leur composition ou leur durée. Cela inclut notamment les mouvements de travailleurs, de réfugiés et de personnes déplacées ou déracinées.

Principaux pays d'accueil

- Les États-Unis comptent environ 35 millions d'immigrés (soit 17,5 % de tous les migrants dans le monde)
- Fédération de Russie: 13,3 millions (6,7 %)
- Allemagne: 7,3 millions (3,7 %)
- Ukraine: 6,9 millions (3,5 %)
- Inde: 6,3 millions (3,2 %)
- En Andorre, à Macao, à Guam, au Vatican, à Monaco, au Qatar et dans les Émirats arabes unis, les migrants représentent plus de 60 % de la population

Principaux pays d'origine

- Chine: la diaspora compte quelque 35 millions de personnes à travers le monde
- Inde: 20 millions
- Philippines: 7 millions

Les principaux motifs d'émigration

Revenus : en Afrique subsaharienne, 45,7 % des habitants gagnent moins d'un dollar par jour ; la proportion est de 14,4 % en Asie du Sud et de 10,4 % en Amérique latine et aux Caraïbes.

Taux de chômage : il atteint en moyenne 12,2 % au Proche-Orient et en Afrique du Nord, 10,9 % en Afrique subsaharienne et 6,6 % dans les pays industrialisés.

Espérance de vie : elle est de 58 ans en moyenne dans les pays à bas revenu, mais de 78 dans les pays à revenu élevé.

Formation : dans les pays à bas revenu, 58 % des femmes et 68 % des hommes sont alphabétisés, alors que ces taux frisent les 100 % dans les pays à revenu élevé ; dans les pays pauvres, 76 % de la population a fréquenté l'école élémentaire, contre près de 100 % dans les pays riches.

Évolution démographique : le taux moyen de fertilité est de 5,4 enfants par femme en Afrique subsaharienne, de 3,8 dans le monde arabe, de 2,5 en Amérique latine et dans les Caraïbes et de 1,4 en Europe.



La migration comporte de multiples facettes : envoi de fonds destinés au Liberia (photo du haut), travailleurs migrants en Chine (ci-dessus), boat people aux îles Canaries (page de droite)

que des pays industrialisés et des pays en développement. Dans nombre de pays riches en effet, le taux de natalité est faible, voire en recul.

Pour qu'une population se maintienne à un niveau constant, le taux de fertilité doit se situer à 2,12 enfants par femme. Il y a belle lurette que ce n'est plus le cas dans les pays industrialisés. De ce fait, le nombre d'habitants ne cesse de diminuer et leur âge moyen est en augmentation. En conséquence, beaucoup de pays riches auront toujours plus de peine à préserver leur niveau actuel de productivité économique. Cette évolution posera inévitablement des problèmes pour le financement des

rentes de vieillesse et des assurances sociales, sans parler des difficultés croissantes qu'il y aura à recruter le personnel chargé de prendre soin d'une population vieillissante.

Le gaspillage des cerveaux

Les Africains qui étudient dans les universités suisses viennent avant tout du Cameroun, de Tunisie, du Sénégal, du Maroc et d'Algérie. Selon Ibrahima Guissé, ils sont environ 45 000 à séjourner légalement en Suisse. Cela représente une part très modeste de la population étrangère, qui totalise actuellement 1,6 million de personnes. Les étudiants



Reporters/air



Hollande Hoogte/air



Hollande Hoogte/air

ne sont pas les seuls à bénéficier d'une très bonne formation. C'est aussi le cas d'autres membres de la diaspora africaine, en particulier les nombreux fonctionnaires des représentations diplomatiques. « Ces gens apportent avec eux des compétences ou les acquièrent ici. Il faut trouver un moyen pour que ce savoir ne reste pas en friche, mais qu'il soit véritablement exploité. Tant en Suisse que dans les pays d'origine », souligne Ibrahima Guissé. Lorsqu'on néglige le potentiel des immigrés, les répercussions sont néfastes à deux niveaux : le pays d'origine perd son élite intellectuelle et le pays d'accueil n'en tire aucun bénéfice.

Pour remédier à ce problème, que les experts nomment le *brain waste* (gaspillage des cerveaux), Ibrahima Guissé préconise l'établissement de partenariats entre pays d'origine et de destination, afin d'exploiter au mieux les compétences des migrants. Il faudrait surtout que les nations industrialisées accordent à ces derniers une plus grande mobilité, en leur permettant d'aller et venir librement entre les deux pays. Les migrants pourraient ainsi travailler pendant un certain temps dans leur patrie et y transférer le savoir acquis à l'étranger, sans craindre de ne plus pouvoir retourner au Nord.

La plongée ou le nettoyage

Le destin d'Abukar Mudey illustre concrètement ce que signifie le gaspillage des cerveaux. Dans son pays, ce Somalien a été capitaine de navire hauturier, parlementaire et expert en droit commercial. Il a demandé l'asile en Suisse il y a quatorze ans. Depuis lors et jusqu'à sa retraite, en 2002, il a été employé dans une entreprise de nettoyage. « Nombre de mes compatriotes sont partis aux États-Unis, au Canada, en Grande-Bretagne ou en Scandinavie. Seuls 4000 vivent ici. Les Somaliens ne considèrent pas la Suisse comme un pays de destination, mais comme une étape, car la plupart d'entre eux n'ont aucune chance d'y trouver de meilleures conditions de vie », indique Abukar Mudey. « C'est humiliant de devoir tuer le temps dans un centre pour requérants d'asile, parce que l'on n'a pas le droit de travailler. »

Depuis 17 ans, la Somalie est en proie à une guerre civile sanglante qui a déjà poussé des centaines de milliers de personnes à émigrer. L'État, en complète déliquescence, n'est même plus en mesure d'assurer les services de base. L'ancien recteur de l'Université de Mogadiscio, une connaissance d'Abukar Mudey, est lui aussi venu se réfugier en Suisse. Mais il n'a trouvé qu'un emploi de plon-

Un émigrant sur six meurt en route

Pour la seule année 2006, les îles Canaries ont enregistré l'arrivée de plus de 31 000 *boat people* partis du nord et du nord-ouest de l'Afrique à bord de frêles embarcations. Plus de 16 000 autres réfugiés africains ont été appréhendés sur les côtes italiennes. Depuis quelque temps, il est extrêmement difficile de franchir le détroit de Gibraltar ou de pénétrer dans les enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla, au Maroc. Cela est dû au renforcement des contrôles aux frontières ainsi qu'à la collaboration entre l'Espagne et le Maroc. Outre l'île italienne de Lampedusa, les îles Canaries sont donc devenues la destination privilégiée des migrants, car elles se trouvent au large des côtes africaines et sont donc accessibles en pirogue depuis la Mauritanie ou le Sénégal. Début septembre 2006, près de 900 *boat people* ont débarqué en une seule journée aux Canaries. Les autorités espagnoles estiment par ailleurs qu'un candidat à l'émigration sur six meurt durant la traversée vers ces îles ou vers l'Europe.



Steve Forrest / Insight/Panos, Strates

De nombreux pays ont un besoin croissant de main-d'œuvre étrangère, notamment dans les domaines de l'agriculture et du commerce de détail. Le recul des naissances est l'une des causes de ce phénomène.

Conséquence de la mondialisation

Les relations et les interdépendances ne cessent de s'intensifier entre États, sociétés, économies nationales et cultures. La croissance de l'économie mondiale améliore les conditions de vie de millions de personnes. Mais les effets de la mondialisation ne sont pas les mêmes dans les pays industrialisés et les pays en développement. Les mouvements migratoires sont la conséquence de cet écart grandissant. Ils ne peuvent dès lors que s'amplifier avec la poursuite de la mondialisation. On compte aujourd'hui deux fois plus de migrants qu'en 1980 sur la planète : leur nombre avoisine 200 millions (dont 9,2 millions de réfugiés), ce qui équivaut à la population du Brésil ou à 3 % de la population mondiale.

geur dans un restaurant italien de Berne. Rien d'étonnant à ce qu'il soit parti peu après pour l'Angleterre, où il a obtenu un poste d'enseignant à l'Université d'Oxford.

Ismail Amin, président de la Fédération des organisations islamiques à Zurich, en sait long sur les difficultés qu'ont les migrants à se faire accepter au sein de la société d'accueil. Lui-même y est parvenu : d'origine égyptienne, il enseigne aujourd'hui l'arabe et la culture islamique à l'Université de Zurich, où il a fait ses études.

Marié à une Suisse, Ismail Amin est double national depuis plusieurs années. La progression de la xénophobie en Suisse le préoccupe beaucoup. Selon lui, il règne actuellement parmi les migrants une atmosphère semblable à celle qui prévalait dans les années 70, à l'époque de l'initiative Schwarzenbach. Ce climat est parfaitement contre-productif : «Aucune intégration n'est possible lorsque l'immigré doit vivre constamment le dos au mur.»

Avantages pour les pays d'origine

Le revirement intervenu au niveau des organisations internationales s'explique en grande partie par l'importance des sommes d'argent que les immigrants envoient dans leur pays d'origine. À ce sujet, les statistiques ne laissent planer aucun doute : selon le Fonds international de développement agri-

cole (FIDA), les revenus transférés par les voies officielles ont dépassé 300 milliards de dollars en 2006, soit trois fois le montant de l'aide publique au développement. Après les investissements directs étrangers, ces versements représentent aujourd'hui la deuxième source de financement des pays en développement.

«Les remises de fonds effectuées par les migrants jouent un rôle croissant dans la lutte contre la pauvreté et peuvent soutenir le processus de développement», confirme Lorenza Rossi. En effet, cet argent ne sert pas seulement à couvrir les besoins courants des familles restées au pays. Certains migrants ou associations de la diaspora réalisent de véritables investissements financiers, par exemple dans la construction de logements ou la création de petites entreprises. Ce faisant, ils renforcent directement l'économie locale. Pour que ces opérations produisent tout leur effet, il est indispensable que les gouvernements locaux instaurent un climat propice à la croissance économique. En d'autres termes, la migration doit faire partie intégrante des stratégies de développement, au niveau régional, national et mondial.

La lutte contre le terrorisme menace le hawala

Si cette nouvelle approche fait désormais l'objet

€ 4,50

Raklone

Migrations

Holland. Hoogte/air



d'un consensus parmi les organisations internationales, il reste à la concrétiser. Cela exige des politiques cohérentes qui tiennent compte systématiquement de la migration et la considèrent comme une problématique transversale. La plupart des États en sont encore bien loin.

La lutte contre le terrorisme international, menée à l'échelle planétaire suite aux attentats du 11 septembre 2001, a sérieusement compliqué la vie quotidienne des migrants. Ainsi, il est devenu plus difficile pour nombre d'entre eux d'envoyer de l'argent dans leur patrie. Beaucoup de pays interdisent désormais les filières traditionnelles de transfert monétaire, comme le *hawala*, car ces systèmes basés sur la confiance ne garantissent pas la traçabilité des fonds. Pourtant, nul n'ignore l'importance vitale des envois de fonds.

«En Somalie, l'État ne fonctionne pas et le système bancaire encore moins. Pour nous, le réseau *hawala* est le seul moyen sûr de venir en aide à notre famille restée au pays», explique Abukar Mudéy. Aujourd'hui président de l'Association des Somaliens de Suisse, cet ancien expert en droit commercial a décidé de soumettre le problème à la DDC.

Une méthode a été mise au point en commun. Elle permet de transférer l'argent de manière transparente et en toute légalité. Il reste encore à ou-

vrir un bureau de transmission, qui sera chargé de la comptabilité. L'argent transite par la même banque qu'auparavant et arrive à Dubai (Émirats arabes unis), où se trouve le siège du *hawala*. Ce réseau possède des antennes dans chaque ville de Somalie. Dès que l'argent arrive à Dubai, le bénéficiaire est avisé par téléphone et peut aller le retirer au guichet le plus proche. Abukar Mudéy se déclare très satisfait de cette solution. Il est en effet convaincu de ceci: «Sans les transferts de revenus, les Somaliens seraient encore plus nombreux à émigrer.»

Considérer les migrations comme une chance? Voilà un objectif ambitieux. Les organisations internationales ne l'ont pas encore atteint. Mais elles ont au moins mis le sujet sur le tapis. Maintenant, les paroles devraient faire place aux actes. ■

(De l'allemand)

Travail et pauvreté

Selon l'Organisation internationale du travail (OIT), environ 185 millions de personnes étaient sans emploi dans le monde en 2004. Cependant, le chômage n'est pas le seul motif d'émigration. Environ 550 millions de travailleurs vivent avec moins d'un dollar par jour, précise l'OIT. Sur les 2,8 milliards d'individus qui ont un travail, près de la moitié gagnent moins de deux dollars par jour. Avec de si maigres revenus, nombre d'habitants des pays émergents et en développement ne sont plus en mesure de subvenir à leurs besoins. C'est pourquoi ils partent tenter leur chance ailleurs. Sur dix migrants, six vivent dans un pays industrialisé et quatre dans un autre pays en développement.

Considérer tous les aspects, tant négatifs que positifs

Les États ne peuvent pas résoudre le problème des migrations isolément. Pays de destination et pays d'origine doivent s'y atteler de concert. Rolph Kurt Jenny, conseiller spécial de la présidence du Forum mondial sur la migration et le développement, plaide pour une politique migratoire cohérente. Entretien avec Maria Roselli.



Le Suisse **Rolph Kurt Jenny** est conseiller spécial de la présidence du Forum mondial sur la migration et le développement (FMMD), fondé fin 2006 sur mandat du secrétaire général des Nations Unies. Plus de 160 pays membres de l'ONU participent au processus de consultation interétatique qui se déroule au sein du FMMD. Rolph K. Jenny, juriste de formation, mène depuis 34 ans une carrière internationale qui l'a conduit à travailler aux quatre coins de la planète. Il a acquis des connaissances approfondies dans des domaines comme la politique migratoire, la législation sur les réfugiés, le droit humanitaire, les droits de l'homme, le développement ainsi que les négociations internationales. De 2003 à 2006, il a dirigé le secrétariat de la Commission mondiale sur les migrations internationales et il a conduit le processus qui a suivi la publication du rapport de cette commission.



Theodor Barthel

Un seul monde: Les organisations internationales ont changé d'avis au sujet des migrations. Elles préconisent aujourd'hui de les considérer comme un potentiel positif à exploiter. Cette position ne risque-t-elle pas d'être perçue comme trop naïve?

Rolph Kurt Jenny: La problématique des migrations a acquis une ampleur et une complexité dont ont pris conscience non seulement ces organisations, mais également l'ensemble de la communauté internationale. Les débats sur ce thème se multiplient au niveau national, régional et mondial. On cherche à mieux comprendre aussi bien le potentiel positif des migrations pour l'économie et le développement que leurs aspects négatifs. Une telle démarche n'a rien de naïf. Les flux migratoires ont de tout temps joué un rôle crucial dans l'his-

toire de l'humanité, contribuant notamment à la construction des États, et il en sera toujours ainsi. Mais la complexité s'est aussi accrue dans le domaine des migrations irrégulières, un problème très important qui tend souvent à occulter les aspects positifs. Or, il est nécessaire d'aborder énergiquement le phénomène sous ces deux angles.

Les transferts de revenus sont l'un des aspects positifs. Quelles conditions doivent être réunies pour qu'ils contribuent à un développement durable?

Pour nombre de pays en développement, les fonds envoyés par les migrants constituent la deuxième source de financement après les investissements directs étrangers. Il faut donc optimiser l'utilisation de cet argent. Une plus grande concurrence permettrait par exemple de réduire les frais de trans-

fert, aujourd'hui excessifs. En outre, les États devraient influencer sur les transferts et créer un cadre légal pour assurer qu'une partie au moins de ces fonds privés soient placés judicieusement. Car l'argent ne doit pas seulement être dépensé par les ménages et alimenter la lutte contre la pauvreté. Il doit aussi être investi. Dans beaucoup de pays, des systèmes de crédit financent de petites entreprises et d'autres projets de développement qui ont été lancés grâce aux transferts de revenus.



Que peuvent faire les États pour que les migrations offrent une chance à tous les acteurs concernés?

La planification du marché du travail doit être liée à la politique migratoire. Il est possible de prévoir quels besoins pourront être couverts par la main-d'œuvre nationale et lesquels nécessiteront l'engagement de travailleurs étrangers, y compris d'immigrés admis à titre temporaire. D'autres éléments sont également nécessaires : une politique active d'intégration, une meilleure coordination des divers services étatiques, une collaboration internationale, une politique d'asile équitable et efficace ainsi qu'un contrôle de l'immigration. Les migrants qui ne trouvent pas de place sur le marché du travail doivent vraiment rentrer chez eux. Et il faut que tous les États reconnaissent le principe de la réadmission.

L'Union européenne entend introduire une «carte bleue» pour recruter du personnel hautement qualifié. Cette mesure ne va-t-elle pas accélérer l'exode de l'élite intellectuelle des pays en développement?

Sans doute. Mais essayons aussi de comprendre le point de vue de l'UE, qui accuse un sérieux retard dans ce domaine : les professionnels hautement qualifiés ne représentent dans ses États membres que 1,72 % des migrants alors que leur taux atteint près de 10 % en Australie, 3,2 % au Canada et 5,3 % en Suisse. L'UE a donc besoin de spécialistes étran-

gers pour préserver sa compétitivité économique au plan international.

Mais la fuite des cerveaux perdure...

C'est vrai, et j'espère que l'UE en est consciente. Elle entend d'ailleurs compenser cet exode de l'élite intellectuelle par une augmentation de son aide au développement, en particulier dans la formation professionnelle. Certains de ses États membres ont également adopté une politique dite



éthique en matière de recrutement de migrants hautement qualifiés. Ils s'efforcent de neutraliser les effets négatifs de la fuite des cerveaux.

À quoi devrait ressembler une politique intelligente pour prévenir les migrations?

Ces dernières années, beaucoup d'États ont compris que l'on doit intervenir davantage à la source des migrations. Dans la mesure où elles tiennent compte de ces flux, la politique commerciale internationale et une coopération au développement bien ciblée peuvent jouer un rôle important en l'occurrence. Il convient également de promouvoir la bonne gouvernance dans les pays d'origine. Ceux-ci se caractérisent souvent par une absence totale de perspectives économiques et de graves violations des droits de l'homme.

Que peuvent faire les agences de développement pour prévenir les migrations?

Elles doivent en particulier contribuer à créer des emplois dans les pays en développement. Comme je l'ai dit, il faut aussi que la politique commerciale internationale soit plus cohérente, ce qui implique l'abolition des restrictions à l'exportation. Et les pays en développement doivent pouvoir mener une politique commerciale active, qui conduise justement à la création de nouveaux emplois chez eux. ■

(De l'allemand)

Toujours plus de migrants

Une opinion largement répandue veut que la plupart des migrants soient des hommes. Or, les statistiques de l'ONU prouvent le contraire : les femmes constituent aujourd'hui près de la moitié de l'effectif mondial des migrants et des réfugiés, soit 95 millions de personnes. En 2000, le nombre des migrantes a surpassé celui des migrants en Amérique latine et dans les Caraïbes, en Amérique du Nord, en Océanie, en Europe et dans l'ex-Union soviétique. En Afrique et en Asie, les hommes sont demeurés majoritaires.

Se former et partir

Les pays pauvres souffrent particulièrement de l'exode des cerveaux, c'est-à-dire de l'émigration d'habitants possédant des connaissances et des compétences. Selon la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (Cnuced), environ un million de personnes qualifiées originaires des pays les moins avancés (PMA) vivent et travaillent dans les pays industrialisés. Cela signifie que 15 % des universitaires de ces pays choisissent l'émigration. Les 50 PMA de la planète sont plus touchés par l'exode des compétences que la moyenne des pays en développement, où le taux des départs est inférieur à 8 %. Quelques PMA – Haïti, Gambie ou Somalie – enregistrent même un taux d'émigration de 50 % parmi les universitaires. Selon la Commission mondiale sur les migrations internationales (CMMI), on dénombre ainsi plus de médecins malawites dans la ville anglaise de Manchester que dans tout le Malawi. Et sur les 600 médecins formés en Zambie depuis l'accession du pays à l'indépendance en 1964, seuls cinquante n'ont pas émigré.

Rester et créer des sources de revenus sur place

Conséquence des subventions agricoles

Les pays les plus riches de la planète injectent chaque année 300 milliards de dollars dans leur agriculture, soit six fois plus que ce qu'ils consacrent à l'aide au développement. En faisant baisser les prix de certains produits agricoles, ces subventions étranglent les petits producteurs du Sud. Elles les poussent à émigrer, soit vers un autre pays en développement, soit vers les pays industrialisés.

Les migrations illégales en quelques chiffres

- Chaque année, 2,5 à 4 millions de personnes franchissent illégalement des frontières internationales.
- Sur les 56,1 millions de migrants en Europe, au moins 5 millions étaient en 2000 des clandestins. Et environ un demi-million de nouveaux arrivants viennent grossir leurs rangs chaque année.
- On estime que 10 millions d'immigrés clandestins vivent aux États-Unis et environ 20 millions en Inde.

Réfugiés et requérants d'asile

- Sur les 9,2 millions de réfugiés que compte la planète, 6,5 millions vivent dans les pays en développement.
- Entre 2000 et 2004, le nombre des réfugiés dans le monde a diminué de 24 %.
- Entre 1994 et 2003, quelque 5 millions de personnes ont déposé une demande d'asile dans les pays industrialisés ; seules 1,4 million d'entre elles (28 %) ont obtenu le statut de réfugié.



Jens Grossmann/laif

Dans ce pays agricole qu'est le Burkina Faso, les récoltes sont maigres et la pauvreté endémique. Voilà pourquoi les jeunes cherchent à fuir vers les villes ou à l'étranger, même si la plupart d'entre eux ne savent pas ce qui les attend loin de leur village. Pour prévenir les migrations, il convient d'intervenir à la source. Un exemple burkinabé montre comment cela peut se faire concrètement.

(mr) En 1980, environ 100 millions de personnes vivaient loin de chez elles. Aujourd'hui, elles sont deux fois plus nombreuses. La répartition inégale des bienfaits de la mondialisation pousse toujours plus de gens à tenter leur chance dans les grandes villes ou à l'étranger, souvent sans se demander si les pays de destination sont prêts à les accueillir ou non.

Dans leur tentative désespérée de contourner les conditions restrictives d'admission des pays riches, de plus en plus de migrants tombent aux mains de passeurs ou de trafiquants. Selon le rapport de la Commission mondiale sur les migrations internationales (CMMI), entre 600 000 et 800 000 personnes sont victimes chaque année de la traite des êtres humains. Cette activité fort lucrative rapporte quelque 10 milliards de dollars par an aux bandes organisées. Par ailleurs, les immigrés séjournant sans autorisation dans un pays, de même que les requérants d'asile déboutés connaissent des conditions de vie extrêmement difficiles.

Sensibiliser aux risques de la migration

Cheik Adama Tégara a vécu en Suisse l'expérience de ne pas obtenir le droit de travailler, puis d'être renvoyé dans son pays. Peu avant de retourner chez lui, en juillet 2004, ce jeune enseignant burkinabé est entré en contact avec l'association «Die Fahrende Bühne» (la scène ambulante), à Winterthour. Cette rencontre a débouché sur un partenariat. En rentrant au Burkina, Adama Tégara voulait expliquer à ses concitoyens les dangers inhérents à l'émigration : «Les jeunes tentent d'échapper à la pauvreté qui sévit dans les campagnes. Ils partent vers les centres urbains ou à l'étranger, mais la plupart d'entre eux ne savent rien des procédures d'asile, ni des difficultés qu'ils auront à affronter en ville. Les informations font défaut. Rien n'est entrepris pour expliquer les risques de la migration et y sensibiliser la population. Il faudrait aussi offrir de nouvelles perspectives aux villageois sur place, afin que l'émigration ne devienne pas pour eux une nécessité.»



Thomas Grabe/af

De retour dans son village de Toukoro, au nord-ouest du pays, Adama Tégara a organisé des réunions avec des jeunes. À l'aide de vidéos et en leur racontant sa propre expérience, il les a mis en garde contre les risques de la migration.

Des microcrédits pour semer des oignons

Mais son action ne s'est pas arrêtée à la sensibilisation. Les habitants de Toukoro ont vite réalisé que les jeunes avaient besoin de perspectives concrètes pour ne pas partir. Ils ont analysé ensemble leur situation dans les domaines de l'agriculture et de la formation. Puis quelque 150 villageois ont fondé le Groupement Kombissé Solidarité afin de mettre en œuvre des projets agricoles.

Ainsi, les habitants ont décidé d'expérimenter la culture des oignons durant la saison sèche, en utilisant l'eau de la nappe phréatique. Ce projet comportait plusieurs aspects novateurs : le travail en groupes, les échanges entre agriculteurs, des soirées de formation et l'irrigation artificielle. Comme les villageois n'avaient pas les moyens d'acheter les semences et l'engrais, «Die Fahrende Bühne» a versé à Kombissé Solidarité un montant initial destiné à la mise sur pied d'un système de microcrédit. Une fois leur récolte vendue, les paysans remboursent l'argent emprunté et le groupement peut allouer d'autres crédits. «Depuis le lancement du projet, les villageois ont formé 25 groupes, réunissant au total 1300 personnes. On compte même un groupe de femmes, fort de 180 membres. Et

pendant tout ce temps, aucun jeune en âge de travailler n'a émigré», souligne Beatrix Gros, responsable du projet au sein de l'association suisse.

Un séchoir à mangues pour s'autofinancer

Le succès du projet a poussé Kombissé Solidarité à poursuivre sur cette voie et à trouver de nouveaux financements pour faire face à la multiplication rapide des demandes de crédit de la part des agriculteurs. C'est ainsi qu'est née l'idée de construire un séchoir à mangues qui viendrait compléter les activités du groupement.

«Die Fahrende Bühne» s'est alors mise en quête de fonds externes pour financer la mise en place de cette installation. Contactée, la DDC a accepté de soutenir l'ensemble du projet «Prévention de l'émigration et développement économique». Des mangues séchées portant le label bio sont exportées par Gebana Afrique, un organisme de commerce équitable. Le revenu de ces ventes financera à l'avenir l'octroi de microcrédits à diverses activités de groupe et à de petits projets.

Pour Beatrix Gros, il est évident que la prévention de l'émigration et le développement économique vont de pair : «La prévention comporte une part d'information, mais elle vise surtout à développer des stratégies commerciales qui poursuivent des intérêts axés sur l'économie. Si les gens n'ont aucune possibilité de participer au marché mondial, il est vain de vouloir prévenir l'émigration.» ■

(De l'allemand)

Partenariats migratoires entre la Suisse et les Balkans occidentaux

Les ressortissants des Balkans occidentaux (ex-Yougoslavie) sont aujourd'hui bien plus nombreux en Suisse que les habitants des cantons d'Appenzell, de Glaris, de Schaffhouse ou de Zoug. Ces gens travaillent, étudient et vivent dans notre pays, tout en entretenant un riche réseau de relations avec leur région d'origine. Certains d'entre eux retournent au pays – de gré ou de force. L'Office fédéral des migrations et la DDC viennent d'adopter une stratégie commune pour les années 2007-2009 sur les partenariats migratoires Suisse-Balkans occidentaux. Dotée d'un budget de 13,5 millions de francs, cette nouvelle politique vise à aborder de manière globale les divers aspects des migrations avec les États partenaires. La Suisse fournit par ailleurs une aide financière aux personnes qui optent pour un retour volontaire ; elle réalise des projets sociaux sur place et contribue à renforcer les capacités des autorités locales chargées des questions migratoires.



Martin Roemers/afp

Sven Torfin/Panos, States

Regine Bernes/afp

Un beau pays, avec des abîmes

Quatorze ans après le génocide qui a fait 800 000 victimes parmi les Tutsis et les Hutus modérés, le Rwanda présente l'image d'un petit État politiquement stable et en pleine croissance économique. Mais le fossé entre riches et pauvres ne cesse de se creuser et la tranquillité apparente du pays est due à la répression politique exercée par l'oligarchie en place. De Ruedi Küng*.

Kigali, capitale du Rwanda, se fait belle. Un groupe d'hommes ramassent négligemment de vieux papiers qui jonchent la chaussée. Quelques femmes binent la terre au pied des arbres de la magnifique allée que forme la rue de l'Indépendance. On est le dernier samedi du mois, les habitants sont invités à participer à des activités d'intérêt public. Au centre-ville, les banques et les nouveaux immeubles commerciaux montrent leurs façades resplendissantes. Les passants sont bien habillés.

Ni Hutus ni Tutsis, mais Rwandais

Dans le Rwanda d'aujourd'hui, les apparences extérieures comptent beaucoup. L'appartenance ethnique,

par contre, a été rayée du vocabulaire national et il est punissable de la mentionner. Si l'on s'en enquiert, la réponse est systématiquement la même : « Je suis Rwandais(e) », répond la personne dans un sourire.

Les façades incitent à regarder ce qu'elles cachent. Il est difficile de gommer des siècles de séparation entre Hutus et Tutsis. Le génocide de 1994 – une catastrophe sans équivalent dans l'histoire récente du continent africain – a provoqué des cassures et des rejets qui sont difficiles à surmonter tant émotionnellement que socialement. Cela d'autant plus que les ressentiments continuent d'être alimentés. Le cas de Francine, qui a fui vers le Kenya en 1994,



est éloquent à cet égard. Par crainte de représailles, elle hésite toujours à réclamer la maison de ses parents aujourd'hui habitée par un Tutsi. « Pendant le génocide, on me persécutait à cause de mon père tutsi. Et maintenant, je suis discriminée à cause de ma mère hutue », dit-elle. Ceux qui défendent la politique officielle de réconciliation et d'État de droit ne veulent voir dans de tels récits que « du bourrage de crâne et des incitations à la rébellion ». Pauline, une Tutsie, a perdu sa famille dans le génocide. Comme beaucoup d'autres survivants, elle affirme : « Je suis prête à pardonner aux repentants, mais je ne peux pas oublier. »

Réconciliation difficile

Les juridictions populaires *gacaca* révèlent à quel point la blessure du passé reste lancinante. Inspirés de la tradition des assemblées villageoises, ces 11 000 tribunaux instruisent et jugent depuis 2001 à travers tout le pays quelque 800 000 assassins présumés, complices et profiteurs du génocide. Les audiences se déroulent en plein air devant des jurés et en présence des villageois, le visage grave pour la plupart. Beaucoup se taisent. Prévenus et témoins ont trop peur des conséquences pour dire la vérité. La présidente de la Cour suprême Aloysia Cyanzayire reste convaincue que même les *gacaca* – laborieuse recherche de la vérité sur un génocide perpétré par des masses de criminels – ont pour vocation de contribuer à la réconciliation, en plus de leur fonction punitive. Cependant, les agressions se multiplient contre les juges et les témoins. L'an

dernier, le président d'un *gacaca* a été assassiné et une juge violée.

Les bourreaux et les familles des victimes vivent côte à côte sur les collines densément peuplées du Rwanda. Les réconcilier constitue sans doute le plus grand défi à relever par le gouvernement et la société, mais ce n'est pas le seul. L'autre est la pauvreté. Deux tiers des habitants doivent se débrouiller avec moins d'un dollar par jour. Ce fléau est endémique dans les régions rurales, où vivent quatre cinquièmes de la population rwandaise. Partout, on voit des hommes et des femmes travailler leurs minuscules lopins de terre sous un soleil torride. L'espace est limité, il faut exploiter chaque mètre carré de terrain disponible. Cela frappe même le touriste qui vient voir les fameux gorilles de montagne – une espèce en voie de disparition – dans le parc national des Virunga : les champs de maïs s'étendent jusqu'à la lisière de la forêt tropicale.

Miser sur la matière grise

Le président Paul Kagame n'est pas à court de réponses stratégiques face à ces problèmes de développement. Sa politique environnementale est exemplaire, et il applique la tolérance zéro envers la corruption, interdisant notamment à ses ministres de posséder des voitures de luxe. Démocratie et bonne gouvernance doivent prévenir de nouvelles explosions de violence et garantir la stabilité politique. Cela n'empêche pas l'armée d'être forte et les services de sécurité efficaces. La peine de mort

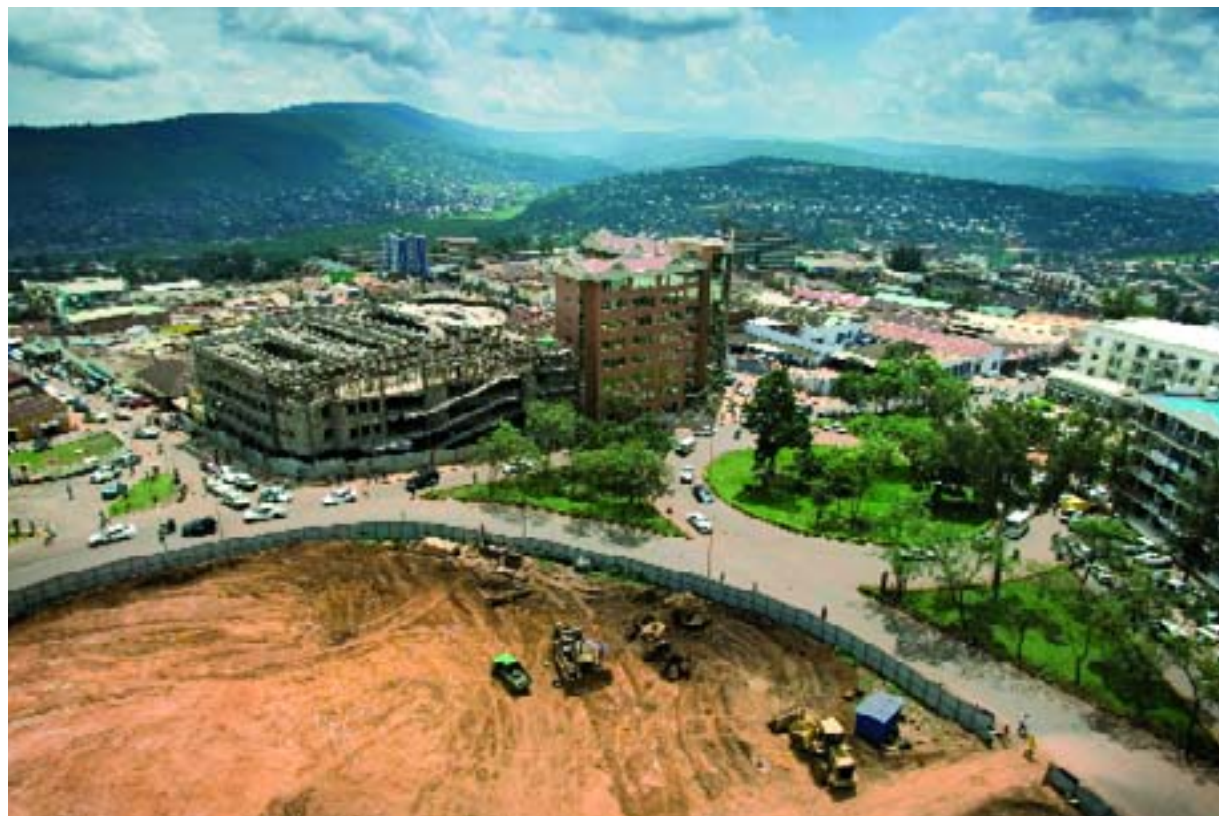


Guénay Ullumov/leif

L'objet de tous les jours

Le cabas bio

Il ressemble à un sac en plastique. Mais au lieu d'être blanc, bleu ciel, rose ou noir, le cabas du Rwanda est de couleur marron. Et, surtout, il n'est pas en polyéthylène, une matière quasiment impu-
trésicible dérivée du pétrole. Ce cabas est fabriqué avec de l'amidon de maïs ou de soja, ou encore avec une substance à base d'acide lactique, de sorte que les bactéries peuvent le décomposer. Depuis l'adoption en 2005 de la loi sur l'environnement, le Rwanda interdit l'importation de sacs en plastique. On informe les voyageurs de cette réglementation avant même l'atterrissage, en leur signalant qu'ils peuvent acheter un sac biodégradable à l'aéroport. Même les magasins internationaux, qui se multiplient à Kigali, remettent parfois les produits vendus au client dans un cabas bio ou alors dans un sac en papier. Le cabas bio est un symbole de la politique environnementale rwandaise. Exemple à l'échelle du continent, celle-ci comprend également des campagnes régulières de plantation d'arbres et de nettoyage des villes, le captage de l'eau de pluie et le traitement des eaux usées.



a été abolie récemment. Paul Kagame veut «investir dans le facteur humain». Il le fait en développant l'enseignement supérieur, mais aussi en renforçant d'une manière inégalée en Afrique la position des femmes : les lois ont été modifiées pour tenir compte de l'égalité des sexes, beaucoup de Rwandaises occupent des postes importants dans le gouvernement et l'administration, et la moitié des députés au Parlement sont des femmes. Paul Kagame estime aussi que les femmes ont un rôle clé à jouer pour sauver une société déchirée qui compte 800 000 orphelins et 100 000 ménages dirigés par des enfants.

Mais le président joue surtout la carte capitaliste : une solide croissance économique requiert une forte augmentation des investissements dans les entreprises capables de créer une plus-value. Comme ce petit pays enclavé n'a pratiquement pas d'autres matières premières que ses produits agricoles, il se doit de miser sur l'intelligence.

S'inspirant de l'exemple indien, Paul Kagame souhaite faire du Rwanda un centre africain des technologies de l'information et de la communication. Il peut compter sur un nombre appréciable de spécialistes de retour dans leur patrie. Sa volonté d'ouvrir le pays vers de plus grands espaces économiques se reflète dans la participation au Marché commun d'Afrique orientale et australe ainsi que dans l'adhésion récente à la Communauté économique d'Afrique orientale. Enfin, Paul Kagame entend rendre le Rwanda moins dépendant de l'aide étrangère, qui représente aujourd'hui encore 60 pour cent du budget national.

Le revers de la médaille

Les résultats de cette stratégie sont particulièrement

visibles dans le centre de Kigali. Un grand nombre d'immeubles commerciaux, de banques et d'hôtels y ont été érigés ou sont en cours de construction. De nouvelles zones d'habitation accueillent les classes moyennes et aisées. Beaucoup de banques offrent des crédits pour la propriété du logement. Et plusieurs quartiers de la ville ont été remis à neuf. On exige des habitants qu'ils prennent des habitudes de propreté chez eux comme dans les espaces publics. La loi sur l'environnement, adoptée en 2005, interdit les sacs en plastique, aussi bien que l'abattage des arbres. À Kigali, le visiteur étranger se sent plus en sécurité que dans aucune autre capitale africaine.

Mais la médaille a son revers. Le boom économique a encore creusé le fossé entre quelques privilégiés et la masse des pauvres qui vivent dans des quartiers miséreux à la périphérie de Kigali. La liberté d'expression et la liberté de la presse sont garanties, du moins tant qu'elles ne sont pas utilisées pour inciter à la haine ethnique. L'élite proche de Kagame se réserve le droit de juger si tel est le cas et son seuil de tolérance est bas.

Passer sous silence le conflit ethnique est une politique qui peut sembler utile à court terme, mais elle recèle de sérieux dangers à plus longue échéance. De l'autre côté de la frontière, des génocidaires réfugiés en République démocratique du Congo rêvent toujours d'«achever» ce qu'ils avaient entrepris en 1994. ■

(De l'allemand)

* Ruedi Küng est correspondant pour l'Afrique de la radio suisse alémanique DRS; il est basé à Nairobi.

La Suisse et le Rwanda

Agir localement pour un développement régional

(bf) La coopération suisse au développement est active au Rwanda depuis 1963. Elle a fourni une aide humanitaire aux victimes depuis que les conflits se sont intensifiés dans la région des Grands Lacs, plus précisément depuis octobre 1990 (attaque des rebelles tutsis venus d'Ouganda) jusqu'au génocide de 1994. Aujourd'hui, son engagement s'inscrit dans le programme régional pour les Grands Lacs. En effet, la paix, la stabilité et le développement – social aussi bien qu'économique – du Rwanda sont étroitement liés à l'évolution de toute la région. Le budget du programme régional de la DDC se chiffre à quelque 9,5 millions de francs pour 2008, dont 4,5 millions sont affectés au Rwanda. Cet apport est destiné principalement à la Province de l'Ouest et se répartit sur les secteurs suivants :

Santé – L'aide suisse se concentre sur le développement de la santé de base dans les districts de Karongi et de Rutsiro (Province de l'Ouest). Il s'agit notamment d'améliorer les structures décentralisées du système de santé, la santé mère-enfant, la qualité des soins, la motivation du personnel sanitaire, le planning familial et les synergies régionales.

Repères historiques

Les pygmées twas ont été les premiers habitants de la forêt tropicale qui couvrait jadis la région du Rwanda et du Burundi.

7^e siècle Arrivée de cultivateurs hutus.

14^e siècle Arrivée d'éleveurs tutsis.

1918 Succédant à la colonisation allemande (1899-1916), la Belgique occupe le Rwanda. Elle l'administrera de 1923 à 1962 en vertu d'un mandat de la Société des Nations, puis de l'ONU.

1935 Les Belges instaurent pour la première fois la distinction officielle entre Hutus, Tutsis et Twas.

1943 L'administration belge remplace les chefs hutus par des Tutsis.

1959 Des paysans hutus se révoltent contre l'hégémonie tutsie, 200 000 Tutsis s'enfuient en Ouganda.

1961 La République est proclamée. Le parti Parmehutu, dirigé par le Hutu Grégoire Kayibanda, remporte les élections générales.

1962 Le Rwanda obtient son indépendance.

1963 Des exilés tutsis tentent une offensive contre le Rwanda. En représailles, les Hutus massacrent les Tutsis.

1973 Le général Juvénal Habyarimana renverse le gouvernement et instaure une dictature hutue. Nouvel exode de Tutsis.

Démocratisation et gouvernance locale – Toujours dans la Province de l'Ouest, la Suisse soutient la promotion de la paix et le processus de décentralisation. Son programme se focalise sur l'assistance technique à divers organes de la décentralisation, le développement des capacités locales et l'appui financier à des investissements communaux. En collaboration avec l'Institut des sciences politiques de l'Université de Berne, la DDC aide la Commission électorale rwandaise à élaborer une législation appropriée et appuie divers programmes dans le secteur des médias. La Division politique IV du DFAE apporte en outre au gouvernement rwandais un appui technique pour l'établissement de rapports sur les droits humains.

Initiatives régionales – Convaincue que la consolidation de la paix doit être abordée dans une perspective suprarégionale, la Suisse soutient la Conférence internationale des Grands Lacs et la concrétisation de ses objectifs. Les onze États membres ont signé en 2006 un pacte sur la stabilité, la sécurité et le développement de la région.

1990 Le Front patriotique rwandais (FPR, tutsi), dirigé par Paul Kagame, tente de conquérir le Rwanda depuis l'Ouganda. Son avancée est stoppée par l'armée gouvernementale avec le soutien de la Belgique et de la France.

1993 Après d'âpres négociations, Habyarimana et le FPR signent un accord de paix à Arusha.

1994 Le président Habyarimana est tué le 6 avril dans un attentat contre son avion. Des extrémistes hutus (Interahamwe) déclenchent le génocide planifié contre les Tutsis et les Hutus modérés. Près de 800 000 personnes sont assassinées en quelques semaines. Les Casques bleus stationnés au Rwanda n'interviennent pas. Le FPR prend Kigali le 4 juillet. Sous la protection de troupes françaises, les Interahamwe et l'armée partent vers le Zaïre et la Tanzanie, dans le flot des deux millions de réfugiés hutus. Plus d'un million de Tutsis rentrent au Rwanda.

1997 Le Rwanda est impliqué dans la guerre qui sévit au Zaïre (rebaptisé République démocratique du Congo).

2000 Le Parlement élit Paul Kagame à la présidence. Un scrutin populaire le confirmera à ce poste en 2003.

2003 La nouvelle Constitution, approuvée par 93% des votants, entre en vigueur.

Faits et chiffres

Nom
République du Rwanda

Capitale
Kigali (800 000 habitants)

Superficie
26 340 km²

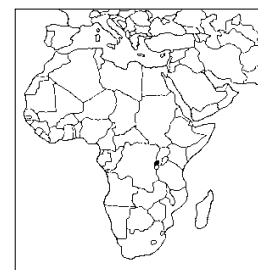
Population
8 millions d'habitants. Avec plus de 300 habitants au km², le Rwanda est le pays le plus densément peuplé d'Afrique.

Langues
Kinyarwanda, anglais et français (langues officielles), twa (langue des pygmées) et swahili

Groupes ethniques
Il n'existe officiellement que des Banyarwandas, autrement dit des Rwandais. Auparavant : Hutus (85%), Tutsis (14%), Twas (1%).

Religions
Catholiques : 53%
Protestants : 34%
Musulmans : 8%
Diverses religions africaines

Exportations
Café, thé, peaux de bêtes et minéraux (cassitérite, coltan, wolfram, étain et or)



Un immense jardin en trompe-l'œil



Apollinaire Mushinzimana, 47 ans, de nationalité rwandaise, est chercheur à l'Institut de recherche et de dialogue pour la paix (IRDP), à Kigali. Cette organisation sans but lucratif œuvre pour la prévention des conflits, la promotion du dialogue et la consolidation de la paix au Rwanda. Auparavant, M. Mushinzimana a travaillé dans les domaines de la gouvernance et de la décentralisation, aussi bien au sein du gouvernement rwandais que pour le compte d'organismes internationaux de coopération.

Au Rwanda, les apparences sont trompeuses. A priori, ce pays pourrait être considéré comme relativement prospère. Avec ses sols volcaniques riches, ses zones climatiques diverses, ses précipitations abondantes, sans oublier une main-d'œuvre jeune, disponible et dynamique, il devrait non seulement pouvoir s'alimenter, mais également exporter de grandes quantités de produits de haute valeur. Cependant, malgré le nombre illimité d'études et d'expériences techniques dans la diversification agricole, plus de 80 pour cent des Rwandais dépendent encore d'une agriculture de subsistance. Et plus de 60 pour cent vivent désespérément en dessous du seuil de pauvreté.

Au cours de ses travaux, l'Institut de recherche et de dialogue pour la paix (IRDP) a consulté les Rwandais tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. Tous sont unanimes sur ce point : la pauvreté est l'un des facteurs qui ont facilité la dérive vers les massacres et le génocide, depuis 1959 jusqu'en 1994. Ils confirment également que la pauvreté est un frein à la paix, qu'il n'y a pas de paix durable sans développement et vice versa.

Au Rwanda, l'équilibre périlleux entre le nombre d'habitants et l'approvisionnement alimentaire a fréquemment causé des périodes de famine. Durant les récentes décennies, un certain nombre de tendances ont pu être observées. Premièrement, la taille des exploitations familiales a diminué et celles-ci sont devenues plus fragmentées (57 pour cent des ménages ruraux possèdent moins d'un

hectare de terre et 25 pour cent doivent même se contenter de moins d'un demi-hectare). Deuxièmement, on exploite de plus en plus des zones marginales comme les bas-fonds, les flancs des collines raides et les régions forestières, tandis que la densité de bétail augmente sur les terres de pâturage. Troisièmement, beaucoup de ménages possédant de petites parcelles de terrain se voient obligés de louer la terre, en raccourcissant les périodes de la jachère et en rallongeant celles de la culture.

Ces tendances sont encore renforcées par la vulnérabilité environnementale du Rwanda. Sa ressemblance avec « un immense jardin » est trompeuse. L'érosion du sol, résultant de l'occupation progressive des terres sur les pentes brusques, est devenue un problème sérieux. Mais c'est la surexploitation des terres qui semble avoir été le facteur principal à l'origine de la chute de la fertilité. Selon la région et les modes d'utilisation de la terre, il faut également tenir compte d'autres problèmes, tels que le déboisement, la pénurie d'eau ou le surpâturage.

Des analyses ont été menées sur les causes environnementales des conflits violents. Dans le cas du Rwanda de la fin des années 80, elles montrent un lien de causalité fort complexe entre le changement démographique, la disponibilité décroissante des ressources et l'effondrement économique, la perte de légitimité de l'État, puis finalement la guerre civile et le génocide. Même s'il n'y a pas de consensus sur la corrélation entre la dégradation de l'environnement et la décroissance des ressources disponibles, il ne faudrait pas minimiser le rôle significatif joué par l'environnement et la rareté de la terre dans le conflit rwandais.

Construire et consolider une paix durable implique donc que l'on s'occupe aussi de ces aspects dont dépend 80 pour cent de la population pour sa survie. Les politiques adoptées et en préparation sauront-elles répondre à cet immense défi ? Les lois foncières sauront-elles régler les conflits de proximité qui constituent actuellement plus de 80 pour cent des litiges portés devant les différentes juridictions du pays ? ■



Martin Roemers/afp



Tina Steinhauser

Voir pour comprendre

Nombreux sont ceux qui doutent du bien-fondé et de l'efficacité de la coopération au développement. Cette remise en question des buts et des résultats est non seulement permise, mais aussi souhaitable. Elle aide à comprendre, nourrit le débat et peut même apporter des enseignements utiles à tous.

Il est plus difficile de réagir – mais peut-être est-ce là le but recherché – quand on ne sait pas précisément d'où vient la critique, ce qu'elle vise à obtenir et quel est son objet. Certaines attaques tous azimuts contre l'Afrique ou tel acteur du développement, par exemple, ne permettent pas de distinguer clairement ce qui est en cause. On peut en déduire que leurs auteurs connaissent mal le sujet ou qu'ils reprennent les déclarations formulées par d'autres. Parfois, il ne s'agit que d'un mouvement d'humeur ou d'une manifestation de méfiance, voire de préjugés ou d'intentions inavouées.

Les critiques les plus utiles sont celles qui ont un objet précis et s'appuient sur des faits ou des expériences. Dans ce cas, ceux qui sont critiqués ont la possibilité de s'exprimer et de se défendre en publiant une prise de position. Deux déclarations opposées sont alors disponibles et l'observateur averti ou les parties concernées peuvent tirer leur conclusion en toute objectivité.

Mais lorsque la critique vise à susciter la méfiance ou sert des intentions cachées, la meilleure solution consiste à demander l'avis de tiers ou, mieux encore, à se faire sa propre opinion en allant sur place. Comme le veut la sagesse populaire, il faut voir les choses pour les croire et pour les comprendre.

Combien de fois n'ai-je pas souhaité, ces dernières

années, que les politiciens et les citoyens puissent se faire une idée par eux-mêmes! J'ai souvent suggéré aux membres du Parlement de se rendre dans les pays du Sud et de visiter nos projets de développement. Le succès a été mitigé. Seuls ceux qui étaient intéressés ont entrepris de tels voyages. Les autres sont restés ici. Bien entendu, ils ont le droit de continuer à critiquer. Mais il est d'autant plus facile de deviner ou même de dévoiler les raisons profondes qui les animent.

Pour assurer le succès de la coopération, il importe de confronter des avis très divers. Les problèmes se résolvent rarement avec des recettes miracles. Cependant, il y a une grande différence entre des acteurs motivés par leur travail et des gens qui se livrent à une critique destructive sans connaître la situation.

La critique constructive est motivante, car elle témoigne d'un intérêt pour ce que nous faisons. Elle contribue également à trouver de meilleures solutions et, surtout, elle ne blesse personne! Ni ici, ni là-bas. ■

Walter Fust
Directeur de la DDC

(De l'allemand)

Un toit longtemps attendu



En Tchétchénie, on a commencé de rebâtir des maisons pour loger les familles qui vivent depuis des années dans des abris provisoires. La Suisse soutient ces travaux. Mais elle finance aussi la construction ou la rénovation d'immeubles destinés aux populations chassées par la guerre, qui souhaitent s'installer à long terme dans les républiques voisines.

Les exilés du Caucase

Durant les deux guerres qui ont ravagé la Tchétchénie, en 1994-1996, puis à partir de 1999, environ 580 000 habitants ont été chassés de chez eux. Quelques milliers ont émigré, tandis que les autres se sont déplacés à l'intérieur de la Tchétchénie ou dans les républiques russes voisines, principalement en Ingouchie.

Le démantèlement de l'URSS a également provoqué d'autres exodes massifs dans le Caucase du Nord. En 1991 et 1992, l'Ossétie du Nord a vu affluer plus de 55 000 réfugiés en provenance de l'Ossétie du Sud, territoire séparatiste en guerre avec la Géorgie. Dans le district de Prigorodny, cet afflux de réfugiés ossètes a déclenché un conflit avec les habitants, majoritairement ingouches. Ceux-ci se sont alors réfugiés par dizaines de milliers en Ingouchie. Selon le HCR, il reste aujourd'hui 40 000 personnes déplacées en Tchétchénie, 16 000 en Ingouchie, 6 000 au Daguestan et 12 700 en Ossétie du Nord.

(Jls) Grozny renaît de ses cendres. Dans la capitale tchétchène, pratiquement rasée par les bombardements russes, les entreprises de construction mettent les bouchées doubles. Les autorités locales veulent effacer au plus vite tout souvenir de la guerre. Les bâtiments trop endommagés sont démolis pour faire place à des logements, des bureaux ou des magasins flambant neufs. Les autres sont rénovés. En mars 2007, le gouvernement a promis que 3 000 appartements seraient remis d'ici la fin de l'année à des familles vivant pour l'instant dans les centres d'hébergement temporaires.

Plusieurs organisations humanitaires participent à ces efforts. Mais leur action ne se limite pas à la capitale. «Aujourd'hui, tous les regards se portent vers Grozny. On a tendance à oublier les milliers de personnes déplacées à l'intérieur de la Tchétchénie, de même qu'en Ingouchie et en Ossétie du Nord», rappelle Paul Rüegg, chargé de programme à la DDC.

En Tchétchénie, la Suisse participe à la reconstruction tant sur le plan multilatéral que bilatéral. D'une part, elle cofinance un programme du Haut

Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) qui porte sur la réparation et la reconstruction de maisons individuelles dans les zones urbaines et rurales. Elle met également un architecte à la disposition du HCR. D'autre part, la DDC collabore avec des partenaires locaux pour la remise en état d'établissements scolaires. Ces travaux ont déjà permis de rouvrir une école en zone rurale et deux autres à Grozny : un internat pour enfants malvoyants et l'école 39, qui accueille 1 030 élèves. Pendant la guerre, cette dernière avait été touchée par un obus qui a éventré sa toiture.

Logements improvisés

Si elles n'ont pas subi les mêmes dégâts que la Tchétchénie, les républiques voisines sont néanmoins confrontées, elles aussi, à un grave problème de logement. Les centres d'hébergement temporaires abritent encore des milliers de déplacés tchétchènes en Ingouchie et de réfugiés sud-ossètes en Ossétie du Nord. Or, ces abris collectifs sont dans un état épouvantable, parfois même complètement insalubres. Il s'agit généralement de bâti-



La réhabilitation d'écoles (page de gauche) et d'immeubles locatifs contribue à améliorer les conditions de vie difficiles de certaines familles

ments publics désaffectés, d'hôtels, d'usines ou de sanatoriums qui n'ont plus été entretenus depuis l'époque communiste. Certains réfugiés squattent également des fermes abandonnées ou de vieux wagons.

Malgré ces conditions de vie extrêmement précaires, beaucoup d'exilés ne veulent plus rentrer chez eux. «Nombre de Tchétchènes savent que leur maison a été détruite pendant la guerre. Quant aux Ossètes du Sud, ils se sentent plus chez eux en Ossétie du Nord qu'en Géorgie. Et certains vivent là depuis plus de quinze ans maintenant», explique Regina Gujan, coordinatrice de la DDC à Vladikavkaz, en Ossétie du Nord. Pour aider ces gens à s'installer définitivement sur leur terre d'accueil, la DDC a lancé des programmes qui visent à leur fournir des logements permanents. Elle travaille en étroite collaboration avec les gouvernements locaux.

Un nouveau départ

En Ingouchie, la DDC finance la construction de maisons dans plusieurs municipalités. Ces bâtiments très simples de deux étages, avec un toit en tôle ondulée, sont prévus pour une ou deux familles. Le gouvernement ingouche fournit le terrain et se charge du raccordement aux réseaux d'eau, de gaz et d'électricité. Depuis 2003, plus de 130 maisons ont déjà été construites. Elles accueillent 163 familles. Les bénéficiaires sont choisis parmi les Tchétchènes les plus démunis qui vi-

vent dans les centres collectifs. Ils deviennent propriétaires de leur maison, mais n'ont pas le droit de la vendre ou de la louer pendant dix ans. Parallèlement, la Suisse soutient l'amélioration des infrastructures sociales dans les municipalités concernées, par exemple l'agrandissement d'écoles ou la réfection de dispensaires.

En Ossétie du Nord, le programme consiste à réhabiliter des centres d'hébergement temporaires pour les transformer en logements sociaux. Le gouvernement local a accepté de renoncer à ses droits de propriété sur certains bâtiments, au profit des futurs résidents. Les appartements rénovés sont remis à des réfugiés très défavorisés, mais également à des familles indigènes tout aussi pauvres. À Alkhanchurt, près de Beslan, un immeuble locatif a été réhabilité en 2006. Il abrite onze familles. Dans la banlieue de Vladikavkaz, un ancien hôtel complètement délabré est en train d'être rénové par la DDC avec le soutien financier du Liechtenstein. Il faut refaire le toit, réparer les systèmes de chauffage et d'électricité, réhabiliter l'installation sanitaire, poser des chéneaux, etc. Cinquante appartements vont y être aménagés. Enfin, dans la ville d'Alagir, 100 personnes disposeront d'un logement décent après la remise en état d'un immeuble qui abritait autrefois les ouvriers d'une fabrique. ■

Soutien aux enfants de Beslan

Le conflit en Tchétchénie a eu des retombées sur les autres républiques du Caucase du Nord. L'événement le plus dramatique a été la prise d'otages dans une école de Beslan, en Ossétie du Nord, le 1^{er} septembre 2004. Les combats entre les séparatistes tchétchènes et les forces de l'ordre ont fait 344 morts, pour la plupart des enfants, et plus de 800 blessés. Peu après la tragédie, la DDC a mis sur pied un programme qui associe un soutien psychosocial et des activités sportives pour aider les enfants survivants à surmonter leur traumatisme et à retrouver une vie normale. L'accompagnement psychosocial se fonde sur l'art-thérapie et la thérapie par le jeu. Il inclut des conseils en groupe ou individuels. Sur le plan sportif, les enfants suivent des cours dispensés par des champions locaux. Ils pratiquent le judo, l'équitation, la varappe, le basket-ball, le volley-ball, le badminton, etc.

Un oiseau qui picore la sagesse

Les représentants des peuples indigènes explorent de nouvelles pistes pour mieux promouvoir et protéger leurs cultures. Par le biais d'un portail Internet commun, ils se mettent en réseau au niveau planétaire.



Karl-Henrich Raasch/laif



Le Figaro Magazine/laif



Clemens Emmert/laif



Hanser/laif

L'idée sous-jacente

Pour expliquer comment est né le site Indigenous Portal, Teanau Tuiono cite un dicton maori de Nouvelle-Zélande : *Ko te manu e kai ana te miro nona te ngahere, Ko te manu e kai ana te matauranga nona te ao*. Cela signifie en français : l'oiseau qui picore les fruits de l'arbre miro habite la forêt, mais l'oiseau qui picore la sagesse est partout chez lui. « Les communautés autochtones trouvent leur force dans la communication et l'échange d'expériences, car elles partagent les mêmes problèmes. Telle est l'idée sous-jacente à ce portail », commente l'administrateur du site.

Liens

www.indigenousportal.com
www.incomindios.ch

(gn) La notion de « peuples indigènes » (ou autochtones) désigne des groupes ethniques dont les ancêtres ont été les premiers habitants d'une région. La population indigène comprend aujourd'hui 370 millions de personnes, réparties sur 70 pays et qui parlent au total quelque 5000 langues, dont beaucoup sont menacées de disparition. Dans le combat qu'ils mènent pour préserver leurs cultures, ces peuples recourent aux technologies de l'information et de la communication (TIC, ou ICT en anglais) : une International Indigenous ICT Task Force (IITF) a été créée lors du Sommet mondial sur la société de l'information, à Genève et à Tunis ; son objectif est de combler le fossé numérique qui isole beaucoup de communautés autochtones.

L'une des premières mesures de l'IITF a été de créer un « Indigenous Portal » sur Internet. Cette plateforme veut être davantage qu'un site parmi des millions d'autres : « Les autochtones sont des éléments importants de la société de l'information », fait observer Teanau Tuiono, administrateur du site. « Le portail est un lieu où nous partageons directement nos traditions, nos valeurs et notre histoire, de même que nos efforts pour construire l'avenir. Il appuie ainsi le travail de notre communauté à l'échelle planétaire. »

Si l'échange d'expériences est tellement important pour eux, c'est que tous les peuples indigènes sont confrontés aux mêmes problèmes – notamment la

pauvreté, les droits fonciers et la marginalisation – malgré leur grande diversité culturelle.

Les échanges fortifient

Teanau Tuiono, activiste maori, a déjà mis sur pied en Nouvelle-Zélande plusieurs projets dédiés aux TIC. Il recevra bientôt le soutien de huit autres éditeurs Internet de diverses régions du monde pour son travail sur le portail indigène. « Ce qu'il y a d'unique dans ce projet, c'est qu'il est entièrement dirigé et géré par des autochtones ; cela pourrait en faire un modèle pour d'autres entreprises analogues », explique Sari Miettinen, de l'organisation Incomindios Schweiz, qui a lancé le site avec les représentants des autochtones. Le financement est assuré par la DDC, qui a accordé un soutien de 565 000 francs pour les trois premières années.

Ce site pourra être consulté en anglais, français, espagnol et russe. Sa construction n'est pas encore achevée. On y trouve notamment des liens avec des organisations sur tous les continents et avec des radios web, ainsi que des sondages. Mais l'ensemble demande à être développé et exploité. « Nous devons trouver des moyens inédits et créatifs pour entrer en contact avec les communautés indigènes », souligne Teanau Tuiono. « Le voyage ne fait que commencer. » ■

(De l'allemand)

Double départ à la retraite à la tête de la DDC

(vuc) Le directeur de la DDC Walter Fust ainsi que le directeur suppléant Remo Gautschi ont décidé de prendre leur retraite au printemps.

Né en 1945 dans le canton de Saint-Gall, Walter Fust occupe divers postes dans l'économie privée après l'obtention de sa licence en sciences politiques à l'Université de Saint-Gall. En 1975, il entre au service diplomatique du DFAE. Il est affecté comme stagiaire à Berne, puis à Genève et enfin à Bagdad. De 1976 à 1979, M. Fust s'occupe des affaires économiques et de la direction du service commercial dans la capitale irakienne, puis de 1979 à 1983 des questions économiques et industrielles à Tokyo. De retour à Berne, le conseiller fédéral Kurt Furgler,

chef du Département fédéral de l'économie, fait de lui son collaborateur personnel en 1984.

Deux ans plus tard, M. Fust devient directeur de l'Office suisse d'expansion commerciale (OSEC). Le Conseil fédéral le nomme secrétaire général du Département fédéral de l'intérieur au début de 1990 puis, en septembre 1993, directeur de la DDC. L'ambassadeur Fust prendra sa retraite à la fin avril.

Remo Gautschi est né en 1944 dans le canton d'Argovie. Il fait ses études à l'École polytechnique fédérale de Zurich où il obtient le diplôme d'ingénieur civil EPF. Après différentes activités dans l'économie privée, M. Gautschi est affecté par l'actuelle DDC au bureau de coordination de Katmandou (Népal), où il travaille de 1978 à 1981. À son retour à la centrale, il exerce

diverses fonctions successives : chef de la section Asie II, chef de l'ancienne division des affaires générales et vice-directeur de la DDC, et, en 1995, chef de la division de la coopération avec l'Europe de l'Est et la CEI. En juillet 2001, le Conseil fédéral le nomme directeur suppléant de la DDC. L'ambassadeur Gautschi prendra sa retraite à la fin mai.

Aide d'urgence certifiée ISO

(sfx) Depuis le 16 novembre 2007, l'aide d'urgence de la Confédération porte le label ISO. Avec cette certification, la DDC répond aux exigences élevées en termes de prestations et de résultats qui sont aujourd'hui en vigueur dans la coopération internationale. Jusqu'ici, un nombre restreint d'instances fédérales ont soumis leurs processus à un tel examen. La certification ISO

constituait une nouveauté sur le plan technique, puisque cette norme a été élaborée pour les systèmes de gestion de la qualité dans l'industrie. Le défi consistait à l'appliquer à un secteur aussi spécifique que les interventions humanitaires. Dans ce domaine, la mise en place et l'application de normes et de processus clairs ont pour objectif de garantir un degré élevé d'efficacité et d'efficacités. La prochaine étape de la standardisation internationale de l'aide est prévue pour 2008 : la Chaîne suisse de sauvetage, principal instrument d'engagement immédiat de la Confédération, sera classifiée selon des normes édictées par l'ONU pour garantir que seuls des acteurs professionnels et bien organisés soient autorisés à intervenir sur les lieux de catastrophes.

Au fait, que sont les personnes déplacées ?

(bf) L'expression «personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays» désigne les individus ou les groupes qui ont été contraints de quitter leur foyer mais qui n'ont pas franchi les frontières internationalement reconnues d'un État. En anglais, on les appelle les *Internally Displaced Persons* (IDP). En français, on parle pour simplifier de «déplacés internes» ou de «personnes déplacées». Quelque 25 millions de personnes, en majorité des femmes et des enfants, se trouvent aujourd'hui dans cette situation. Elles sont donc plus de deux fois plus nombreuses que les réfugiés. Si les personnes déplacées fuient pour les mêmes raisons que les réfugiés (conflits armés, violations des droits de l'homme, catastrophes, etc.), elles ne sont pas aussi bien protégées qu'eux par le droit international. Juridiquement, en effet, elles restent soumises à la législation de leur pays. Selon le contexte, les gouvernements concernés ne peuvent ou ne veulent pas assumer la responsabilité qui leur incombe de protéger et d'aider ces populations. Des études montrent ainsi que bien souvent les déplacés internes vivent dans la précarité, qu'ils sont victimes de discriminations et que leurs droits sont bafoués. De plus, l'aide internationale s'avère souvent insuffisante ou ne parvient pas jusqu'à eux.

En cas de conflit pourtant, la population civile, où qu'elle se trouve, est placée sous la protection du droit humanitaire international. Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a pour mandat de la protéger et de lui porter assistance. Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) peut,

lui aussi, prendre en charge des personnes déplacées. Mais il doit pour cela obtenir l'accord du pays concerné, un mandat de l'Assemblée générale de l'ONU et des ressources financières auprès des donateurs. L'Observatoire des situations de déplacement interne (International Displacement Monitoring Centre – IDMC), à Genève, estime que 12 millions de personnes déplacées vivent en Afrique : le Soudan, à lui seul, en compte près de 5 millions, la République démocratique du Congo 1,5 million et l'Ouganda 2 millions. L'Europe n'est pas en reste : entre la Turquie, la Fédération de Russie, la Géorgie, la Bosnie et Herzégovine et la Serbie, quelque 3 millions de personnes sont en fuite à l'intérieur de leur propre pays.



Swen Torfinn/afp

Des acteurs complémentaires au service du développement



Felix Gehrm/EPER

Foisonnement de l'aide privée

La Suisse possède un réseau très dense d'institutions de solidarité Nord-Sud. L'Institut universitaire d'études du développement (iuéd), à Genève, en répertorie environ 1500. Il envoie chaque année un questionnaire à 500 d'entre elles afin de dresser une liste des projets conduits grâce à des fonds privés. En 2006, il a pu ainsi établir que 289 ONG gèrent des projets à l'étranger. Ceux-ci touchent les domaines les plus divers : coopération au développement, aide humanitaire, défense des droits de l'homme, action missionnaire (avec un volet d'entraide), protection de l'environnement, promotion de la paix, lutte contre la corruption, commerce équitable, etc. Les pays dans lesquels on compte le plus grand nombre d'ONG suisses sont l'Inde (près de 60), le Brésil (environ 40) et la Bolivie (au moins 35).

La DDC collabore avec de nombreuses œuvres d'entraide actives dans la coopération au développement ou l'aide humanitaire. Dotées d'autres possibilités d'intervention et de compétences spécifiques, ces organisations non gouvernementales (ONG) complètent son action. Elles poursuivent le même objectif : réduire la pauvreté dans le monde. De Jane-Lise Schneeberger.

Helvetas, Swissaid, Caritas, EPER, OSEO, Terre des hommes, Pain pour le Prochain, Action de Carême... Les grandes œuvres d'entraide suisses ont une longue expérience de l'aide aux populations défavorisées. Presque toutes existaient déjà avant le service officiel de la coopération, créé en 1961. Aujourd'hui, la DDC collabore avec toutes ces ONG traditionnelles et avec d'autres, moins connues ou plus récentes. Elle entretient avec elles un dialogue mutuellement critique sur les pratiques de l'aide, la gestion de la qualité et le développement en gé-

néral. « Pour répondre efficacement aux défis du développement, nous exploitons la complémentarité qui existe entre les acteurs privés et une agence gouvernementale », indique Konrad Specker, responsable de la section ONG à la DDC.

La complémentarité réside surtout dans le fait qu'une institution étatique entretient des contacts privilégiés avec les gouvernements et peut influencer les politiques nationales, tandis que les œuvres d'entraide travaillent plutôt auprès des communautés de base. Ces inclinations naturelles

ne représentent toutefois pas un cloisonnement rigide des rôles respectifs. D'autre part, les ONG bénéficient de certains avantages par rapport à une agence étatique: aucune contrainte diplomatique ne restreint leur liberté de parole, ni le choix de leurs partenaires. «Nous appuyons beaucoup d'associations de défense des droits de l'homme, par exemple. Les donateurs officiels, eux, hésitent à financer des acteurs trop critiques envers le régime en place», indique Caroline Morel, directrice de Swissaid. Les ONG peuvent également opérer dans des pays où les conditions ne sont pas réunies pour un engagement de l'aide gouvernementale.

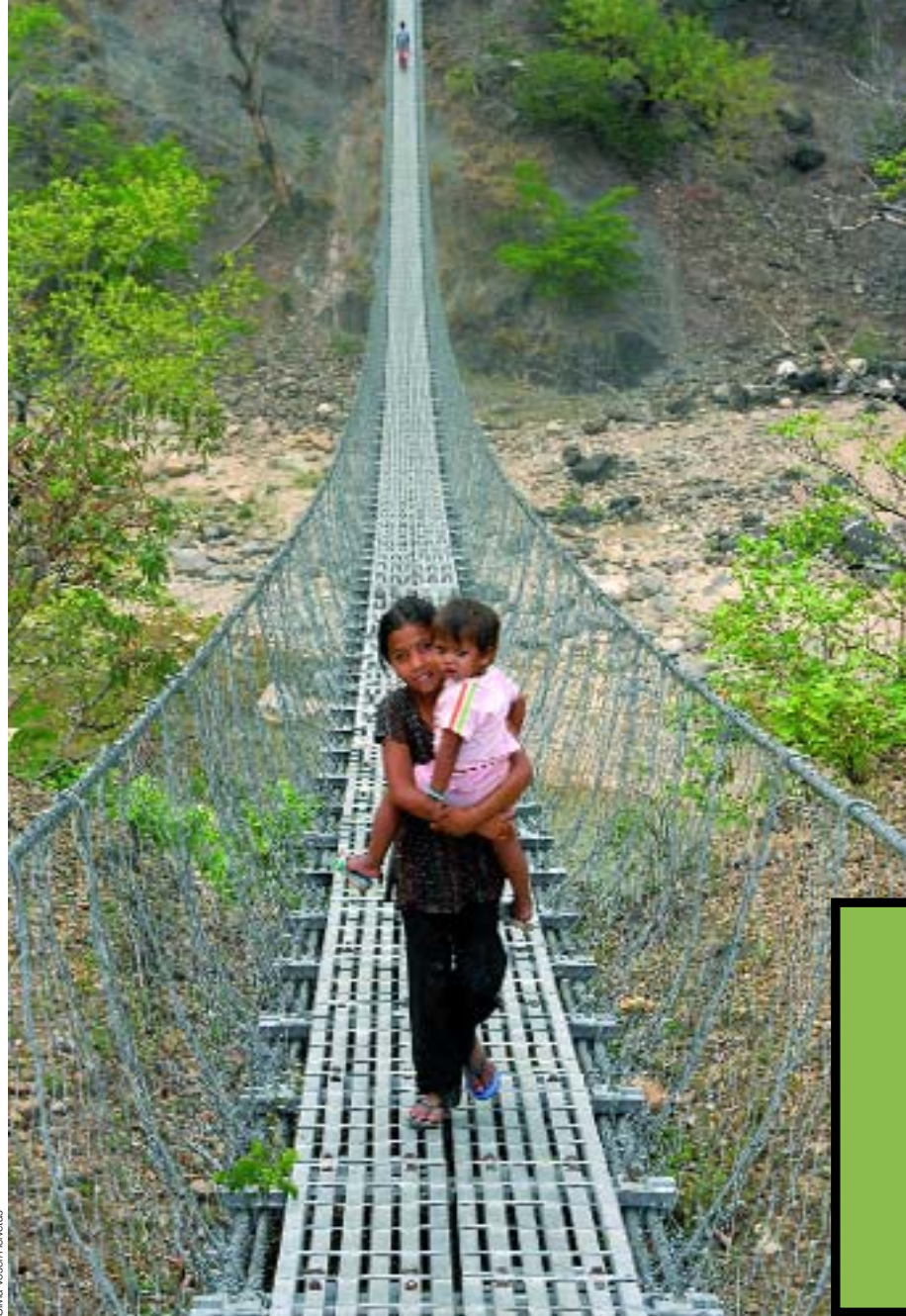
Les formes de la collaboration

La collaboration avec les ONG prend deux formes: la «contribution» et le «mandat de prestation». Dans le premier cas, la DDC cofinance, à hauteur de 50 pour cent au maximum, les programmes de développement conçus par les ONG. Elle complète ainsi les dons privés récoltés par ces dernières. Les activités financées ne doivent pas nécessairement répondre aux priorités thématiques et géographiques de la DDC. Les contributions de programme, qui font l'objet de négociations préalables, sont allouées, sur la base de contrats pluriannuels, à une vingtaine d'ONG ou d'organisations faîtières actives dans le développement. Elles sont accompagnées d'un dialogue exigeant sur le contenu des interventions.

Dans le deuxième cas de figure, la DDC octroie des mandats pour l'exécution de programmes définis et pilotés par elle. Au-delà d'un certain montant, l'adjudication se fonde sur un appel d'offres. Le domaine Coopération au développement de la DDC collabore essentiellement avec trois mandataires: Intercooperation, Helvetas et Swisscontact. De son côté, l'aide humanitaire travaille avec une trentaine d'ONG, auxquelles elle attribue également soit des mandats, soit des contributions de projet. Ses principaux partenaires sont Caritas, Terre des hommes et la Croix-Rouge suisse.

Stagnation des contributions

Au total, les versements de la DDC ont représenté en 2006 environ 16 pour cent de ses dépenses. Les ONG verraient d'un bon œil une révision à la hausse. «D'autres donateurs, comme les Pays-Bas et les pays scandinaves, font transiter beaucoup plus d'aide publique par les ONG», remarque Philippe Buchs, de la fondation Terre des hommes. En Suisse, l'enveloppe affectée aux contributions de programme se situe autour de 60 millions de francs par an. «Ce montant n'a pas changé depuis 1990, ce qui correspond en fait à une diminution de 28 pour cent, compte tenu de l'inflation», déplore



Melchior Lengsfeld, secrétaire général d'Helvetas. Quant aux mandats de prestation, leur volume a augmenté au fil des ans. Cependant, les mandataires traditionnels sont soumis à une concurrence plus forte qu'auparavant. En effet, depuis qu'elle a décentralisé la gestion de ses programmes, la DDC lance de moins en moins d'appels d'offres en Suisse. Les mandats sont plutôt mis au concours directement dans les pays d'intervention, où de nombreuses autres organisations peuvent postuler. «Nous voulons ainsi valoriser les acteurs locaux», explique Konrad Specker. «Cependant, il est fréquent que ces derniers n'aient pas les compétences requises et que nous fassions appel à une ONG suisse.»

Plaidoyer pour le développement

Outre leurs activités opérationnelles, les ONG accomplissent un important travail d'information du public et de sensibilisation aux relations Nord-Sud et aux enjeux du développement. Elles interpellent également les autorités suisses au sujet des po-



Hollandse Hoogte/afp

Concurrence sur le marché du don

Les dons privés versés aux ONG pour leurs activités dans les pays du Sud augmentent régulièrement en Suisse. Selon les statistiques de la DDC, ils sont passés de 226 millions en 1996 à près de 508 millions en 2006. En comparaison internationale, la Suisse se plaçait en 2005 au deuxième rang des pays industrialisés, avec une moyenne annuelle de 44,6 dollars de dons par habitant, la palme revenant à l'Irlande avec 76,9 dollars. Mais les ONG sont de plus en plus nombreuses à se partager le gâteau. Dès le début des années 80, de grandes institutions transnationales, telles que Médecins sans Frontières et World Vision, ont créé des sections en Suisse. Elles ont été imitées plus récemment par des ONG anglo-saxonnes, comme Plan International et Save the Children, qui ont toutes deux ouvert un bureau à Zurich en 2006 et se sont mises, elles aussi, à récolter des fonds en Suisse.

litiques gouvernementales qu'elles jugent incompatibles avec les efforts de développement. Ces dernières années, on les a vues militer notamment contre le protectionnisme agricole, l'exportation d'armes, la loi sur les brevets et le génie génétique dans l'agriculture. En juillet 2007, elles ont lancé une pétition réclamant une hausse sensible de l'aide publique au développement. Ces activités de plaidoyer ne sont pas financées par la DDC, mais elles servent indirectement ses objectifs et contribuent à faire évoluer la politique de développement. Leur impact reflète le solide ancrage des ONG dans la population.

C'est à de telles campagnes que l'on doit, par exemple, la percée du commerce équitable en Suisse ou le programme novateur de désendettement, adopté par le Parlement en 1991. Le lobbying des œuvres d'entraide irrite parfois certains parlementaires, pour lesquels il est intolérable que des institutions cofinancées par l'État remettent en cause les politiques publiques. Konrad Specker réfute cet argument: «Ce n'est pas parce que les ONG reçoivent de l'argent de la Confédération qu'elles doivent s'abstenir de toute critique. Heureusement que la société civile s'exprime. C'est ce qui fait la richesse de notre démocratie.»

Société civile en construction

Dans leur dialogue politique avec la DDC, les ONG ont fait état de leurs préoccupations relatives à la mise en œuvre de la Déclaration de Paris sur

l'efficacité de l'aide, qui renforce la coopération de gouvernement à gouvernement. «Les donateurs alloueront désormais davantage d'aide aux États et donc moins aux ONG locales. Or, on voit que les gouvernements récipiendaires ne redistribuent rien à ces dernières. Bien sûr, leur rôle est aussi de fortifier la société civile. Mais ils ne sont pas nombreux à le faire. Un régime peu démocratique n'a aucun intérêt à nourrir le chien qui va le mordre», souligne Melchior Lengsfeld. «Il importe donc que les acteurs internationaux continuent d'être actifs auprès de la société civile, même dans le contexte de la Déclaration de Paris.»

Par le biais de leurs projets, les ONG du Nord renforcent les capacités institutionnelles de leurs partenaires locaux. Et elles sont particulièrement bien placées pour cela, relève Philippe Buchs: «Avec quelques décennies d'avance, nous avons appris à administrer des projets, mobiliser des fonds, assurer la transparence des flux financiers, etc. Autant de compétences que les jeunes ONG du Sud doivent acquérir à leur tour.» ■

L'école buissonnière

Il est jeudi, mais le pantalon couleur kaki garde encore les plis propres et nets d'un début de semaine. La mère s'est réveillée avant la coupure d'électricité pour repasser l'uniforme. À la quincaillerie du centre-ville, où elle travaille, on ne tolère pas les retards. Son petit garçon et elle mangent en vitesse. D'ordinaire, l'enfant imagine des arcs-en-ciel avec les noms des multiples teintes de peinture, qu'il a appris de sa mère. Mais ce matin, son cœur lourd a pris une couleur grisaille.

Dans son pantalon bien repassé, le petit garçon a du mal à soulever les jambes. La conversation surprise hier soir le remplit d'angoisse. Il n'avait pas voulu écouter mais Marthe, la voisine, parle fort et sa voix a, encore une fois, traversé les murs de la petite chambre où il dort.

L'enfant fait sauter les cailloux d'un soulier rageur. Malgré lui, ses pas l'ont conduit devant l'école des frères. L'heure de la rentrée. Il a encore le temps d'éviter le carton des retardataires. Debout devant le portail, le surveillant lui fait signe de se hâter. Mais non, il ne peut pas.

Sans savoir où il va, il s'élance au hasard d'une rue, s'y engouffre et se met à courir.

Moi l'écrivaine, je le retrouve au Champ de Mars, cette grande place au beau milieu de Port-au-Prince où la vie halète à l'ombre des statues des héros de l'indépendance. Les étudiants s'y réunissent pour potasser leurs cours avant le bac. C'est sur le kiosque, si calme aujourd'hui, que des politiciens organisent de bruyants meetings pour convaincre leurs supporters. Les chômeurs connaissent bien la place, ils y ont élu domicile, à quelques mètres du palais présidentiel, un bel édifice blanc entouré de gazon vert. Le garçon se fait tout petit sur un banc en face d'un couple d'amoureux absorbés l'un dans l'autre. Il n'ose pas les dévisager quoiqu'il en meure d'envie. Gêné, il évite aussi de regarder les enfants des rues qui lavent à grande eau les véhicules dans l'espoir de récolter quelques pièces. Il garde résolument ses yeux, qui se font lourds, fixés sur la statue du roi Christophe, le bâtisseur de la Citadelle. Il se laisse entraîner dans un rêve fantastique. « Grenadiers, à l'assaut », répète-t-il

dans sa torpeur, mélangeant les dates, les batailles, les conquêtes et les défaites. Il aurait sûrement échoué au contrôle d'histoire.

Moi l'écrivaine, je le laisse à ses songes et vais rejoindre la mère. Alertée par l'école, la pauvre femme a quitté la quincaillerie et ses clients en quête de tôles ou de barbelés. Impossible de trouver un taxi. Elle court, évitant les camionnettes surchargées de passagers et les taxis téméraires. Elle passe essoufflée devant l'école, symbole de tous les sacrifices consentis pour l'éducation de son fils. Des histoires de kidnapping lui viennent à l'esprit et l'angoisse lui donne une allure de folle. Une prière lui monte automatiquement aux lèvres. Elle fouille des yeux les rues, repart. Et tout naturellement, se retrouve, elle aussi, au Champ de Mars. Je la vois repérer la silhouette en uniforme blottie sur son banc. Le soulagement la tient en haleine, immobile, silencieuse devant l'enfant ensommeillé, avant que la colère reprenne le dessus. Le petit garçon sursaute. Il ne rêve plus.

La mère se souvient de l'argument de Marthe pour la convaincre de partir vivre dans la république voisine : « Il n'y a aucun avenir ici. Tu peux me laisser ton fils. Tu le feras chercher plus tard. » La mère secoue l'enfant sans ménagement. Une gifle magistrale le réveille totalement et libère son cri : « Maman ! Je ne veux pas que tu partes. » Interdite, la femme regarde son fils, puis sans mot dire, elle le serre longuement contre elle. Ensemble, ils rentrent à la maison. ■



Evelynne Trouillot, de nationalité haïtienne, est née en 1954 à Port-au-Prince, où elle vit actuellement. Romancière, nouvelliste et poétesse, elle est également professeur de français à l'Université d'État et dans une université privée. Elle a publié des romans, des recueils de nouvelles, des recueils de poésie en français et en créole, de même qu'un essai sur l'enfance et l'État de droit en Haïti, intitulé *Restituer l'enfance* (Haïti Solidarité Internationale, 2002). Son roman *Rosalie l'infâme* (Dapper, 2003) a reçu le Prix de la romancière francophone, à Grenoble en 2004, et son premier texte théâtral *Le Bleu de l'île* a reçu le premier prix ex æquo du Prix Beaumarchais des Écritures théâtrales de la Caraïbe en 2005.



Mark Edwards/Still Pictures



Une mémoire renouvelée

Faute de marché et de structures appropriées, l'art contemporain africain est longtemps resté exclu des circuits culturels mondiaux. La création, ces dernières années, de manifestations comme les Biennales de Bamako et de Dakar a contribué à lui donner plus de visibilité. Le continent semble bien décidé à prendre en mains son destin artistique. De Simon Njami*.

Les artistes «africains» ont tous en commun l'Afrique. Mais leur manière d'être africains est singulière. Ils ne sauraient constituer une communauté qui nierait l'individu. Ainsi, nous pourrions avancer que l'on ne naît pas africain, on le devient. Devenir, c'est naître au monde et se découvrir. La seule manière d'appréhender cette Afrique dont chacun prétend connaître la vérité sans jamais être capable de la saisir, c'est de rassembler les pièces éparses

d'un puzzle plusieurs fois millénaire. Devenir revient à exprimer au monde un point de vue. Et il n'est pas d'expression sans langage. Pour comprendre les artistes dits africains, il faut être capable de déchiffrer le langage original dans lequel chacun, à sa manière, dit son appartenance au monde. Une certaine perte, inévitable, est inhérente à cet exercice de traduction, car il n'existe pas de langage parfait qui permettrait de retranscrire

intégralement ce monde de sensations toujours en mouvement, insaisissable dans son essence même. Et l'un des malentendus récurrents, dans le regard que l'Occident porte sur les «autres», est sans doute lié à l'impossibilité de nommer ce que l'on ne sait pas.

La métamorphose du colonisé

Comment, en effet, retranscrire une bourrasque de vent ou un orage dans une langue qui

puisse être comprise aux quatre coins de la planète? C'est à cette tâche que se sont attelés les artistes africains, dont certains comptent aujourd'hui parmi les plus importants de la scène contemporaine. Un certain public, qui n'a pas accompagné l'avènement de l'art africain dans les cercles internationaux, semble surpris. Comme si nous assistions à l'éclosion d'une génération spontanée dont feraient partie des artistes aussi chevronnés que William



1) «Enclosed Resurgence» (2001), Julie Mehretu, Éthiopie
2, 3) «L'Urbanité rurale» (2004-2005), Pascale Marthine Tayou, Cameroun
4) «Blindfolded» (2001), Marlene Dumas, Afrique du Sud

5, 6) «Open(ing) Market» (2004), El Anatsui, Ghana
7, 8, 9, 10) «La Salle de classe» (1994-2001), Hicham Benohoud, Maroc
11) «Victorian Philanthropist's Parlour» (2004), Yinka Shonibare, Nigeria

Kentridge, Marlene Dumas, Yinka Shonibare, Julie Mehretu, El Anatsui ou Pascale Marthine Tayou.

Il n'en est rien, naturellement. Ce processus est à l'œuvre depuis les indépendances. Depuis avant les indépendances même, si l'on y regarde de plus près. Il s'est agi dans un premier temps de désapprendre à se regarder selon le schéma immuable défini par le regard de l'autre. Ensuite, il a fallu investir son propre regard et lui donner du sens, ce qui revient à se donner du sens. Et, ce faisant, l'ancien colonisé est entré dans ce qu'André Malraux a appelé la métamorphose, lors de l'inauguration du premier Festival mondial des arts nègres, en 1966 : «On dit : essayons de retrouver

l'âme africaine qui conçut les masques ; à travers elle, nous atteindrons le peuple africain. Mesdames et Messieurs, je n'en crois rien. Ce qui a fait jadis les masques, comme ce qui a fait jadis les cathédrales est à jamais perdu. Mais ce pays est héritier de ses masques et peut dire : j'ai avec eux un rapport que n'a personne d'autre. Et lorsque je les regarde et leur demande leur leçon du passé, je sais qu'ils me parlent et que c'est à moi qu'ils parlent. Prenez entre vos mains tout ce qui fut l'Afrique. Mais prenez-le en sachant que vous êtes dans la métamorphose.»

La tradition, mémoire régénérée

Dès lors, l'opposition artificielle entre tradition et modernité est

abolie, puisqu'il n'existe pas de modernité qui n'inclue de manière organique une certaine tradition. Maîtriser sa propre image, c'est introduire dans notre monde des voix et des couleurs qui échappent à la globalisation et à l'uniformisation. C'est refuser d'être uniquement le fruit du regard de l'autre, mais d'apporter, comme une contradiction silencieuse, sa propre version de soi, selon ses codes culturels et son esthétique. C'est se réapproprier la mesure du temps.

La métamorphose ne suppose aucun oubli ni aucune amnésie. Elle suggère la transformation du matériau existant en quelque chose qui soit tourné vers le futur. Et c'est là que ce que l'on appelle parfois à tort la tradi-

tion, entre en ligne de compte. Bien plus qu'un rituel figé qu'il faudrait perpétuer à l'infini, nous nous trouvons plutôt dans le champ d'une mémoire régénérée. Une mémoire qui s'appuie sur les ruines d'un passé révolu pour construire des formes et des concepts nouveaux. Ainsi, tout en revendiquant avec force son individualité, l'artiste contemporain ne saurait se distancier totalement de ce que nous appellerons, faute de mieux, une conscience sociale. En se découvrant autre, il contraint la société à se regarder autrement.

Un déséquilibre abyssal

Pour appartenir au monde aujourd'hui, il semble qu'il faille en passer par les fourches cau-



dines du marché international. Les artistes que l'on retrouve dans les biennales et autres manifestations mondiales sembleraient ainsi être les seuls à exister.

En une vingtaine d'années, le système international est passé d'une exclusion radicale des productions du Sud à une relative inclusion. Cependant, le déséquilibre entre leur visibilité et celle des productions du Nord reste abyssal. Il y a plusieurs raisons à cela et toutes ne sont pas imputables à l'indifférente arrogance occidentale. Le monde de l'art et ses organes principaux se trouvent en Occident. Leur établissement a été favorisé par une prospérité et une organisation sociale dans laquelle les musées, lieux de concentration des butins de guerre et des objets de vénération, faisaient partie intégrante

de toute structure étatique. Dans les pays colonisés, cette évolution a été entravée. Le système se développera après les indépendances. Mais les conditions économiques et politiques ne permettront pas aux stratégies culturelles développées par les nouvelles nations de s'imposer au-delà des frontières nationales.

Des raisons d'espérer

Dès les années 60, la plupart des États africains se sont dotés d'équipements culturels. Mais ils semblent pour la plupart – à l'exception de pays comme le Sénégal, où Léopold Sédar Senghor affirme la primauté de la culture sur l'économie – tournés vers la reconstitution d'une mémoire morcelée : l'histoire et le patrimoine, plutôt que la production contemporaine et la modernité.

Des manifestations créées dans les années 90, comme les Biennales de Dakar et de Bamako, avaient notamment pour objet d'instaurer sur le continent les conditions de rencontres et d'expositions indispensables aux artistes africains. Il reste encore beaucoup à faire, naturellement, mais il est des raisons d'espérer. On a assisté en 2005 à la création de la Triennale de Luanda. Après une tournée mondiale, l'exposition d'art contemporain Africa Remix a pu être vue sur le sol africain. Et dès mars 2008, la première foire d'art africain contemporain se tiendra à Johannesburg.

Tous ces événements sont là pour montrer que les Africains ont décidé de prendre leur destin en mains et de ne plus être l'objet de spéculations, comme cela a été trop longtemps le cas.

Le jeu en vaut la chandelle. Il y va pour l'Afrique, non seulement de son avenir culturel, mais également de la réévaluation de son passé. ■

** Simon Njami est né à Lausanne de parents camerounais. Écrivain et critique d'art, cofondateur de la « Revue noire », il a conçu de nombreuses expositions d'art contemporain africain. Il est également, depuis 2001, commissaire général des Rencontres photographiques de Bamako.*

Une saison propice au cinéma

Comme chaque année à la fin de l'hiver, deux festivals cinématographiques viennent fleurir le paysage audiovisuel suisse. Le Festival international de films de Fribourg (FIFF) aura lieu du 1^{er} au 8 mars. En plus des œuvres en compétition, il consacrera deux panoramas à l'amour et au crime. Il permettra ainsi une mise en perspective de la diversité culturelle, à travers le cinéma de genre et ses codes bien établis. Le public découvrira aussi des films d'archives, retrouvés et restaurés: la Cinémathèque de Bologne, organisatrice du festival annuel «Il Cinema Ritrovato», dévoilera à Fribourg quatre de ses chefs-d'œuvre, qui parleront d'Afrique et de musique. Du 17 au 23 avril, «Visions du Réel» sera l'occasion de faire un état des lieux du monde. Le Festival international de cinéma de Nyon abordera des thèmes aussi variés que le développement durable, la mondialisation, les migrations ou encore les violences de l'histoire. Les spectateurs auront la possibilité de visionner les meilleurs films documentaires produits par des réalisateurs indépendants en Suisse et à l'étranger.

Festival international de films de Fribourg, du 1^{er} au 8 mars, www.fiff.ch; Visions du Réel, du 17 au 23 avril, www.visionsdureel.ch

La migration vue par celles qui restent

La vie au Maghreb est imprégnée de rêves et des absences qui s'y associent. L'Europe fait des promesses, mais elle ne les tient que pour quelques-uns. Dans son film *Quand les hommes pleurent*, Yasmine Kassari avait décrit l'existence des Marocains qui partent travailler en Espagne. Une question pressante se posait alors: qu'en est-il des femmes qui restent au pays? Cette réalisatrice



marocaine établie en Belgique a choisi d'y répondre dans son nouveau film, intitulé *L'enfant endormi*. Il existe au Maghreb une vieille croyance selon laquelle le fœtus humain peut s'endormir dans le ventre de sa mère, reportant sa naissance de plusieurs mois ou années. Yasmine Kassari raconte l'histoire de Zeinab, une villageoise qui découvre sa grossesse peu après le départ de son mari pour l'Espagne. La jeune femme recourt à la magie blanche pour faire «endormir» l'enfant qu'elle porte, en attendant le retour du père. C'est le début d'une période d'attente dans une société presque exclusivement féminine. Ce film, qui traite au fond de choses invisibles, aborde avec délicatesse la vie des femmes au Maroc.

Yasmine Kassari: «L'enfant endormi», éditions trigon-film; commandes et informations: 056 430 12 30 ou www.trigon-film.org

Sans papiers et expulsé!

(dg) On estime que 90 000 indigènes vivent actuellement en Suisse sans autorisation de séjour. Beaucoup d'entre eux ont un emploi régulier depuis des années et leurs enfants suivent l'école obligatoire. Le film *Swiss Sans Papiers* accompagne sur plusieurs mois Mirjam, Gabriela, Elena, Jakub, Alfonso et Lourdes. Il leur donne un visage et une voix. Les personnes présentées décrivent les difficultés inhérentes à leur statut juridique, leurs



angoisses et leurs frustrations quotidiennes, ainsi que les raisons qui les incitent à rester malgré tout. Ce documentaire d'Andreas Hoessli aborde un thème d'actualité souvent passé sous silence et plaide pour une attitude plus humaine à l'égard des sans-papiers. De son côté, la réalisatrice Irene Marty raconte l'histoire de Stanley Van Tha, un Birman qui a tenté en vain d'obtenir l'asile politique en Suisse. Débouté, il a été rapatrié manu militari et remis aux autorités du Myanmar qui l'ont immédiatement arrêté et condamné à 19 ans de prison. Le film *Expulsé!* essaie de comprendre comment une telle décision a pu être prise dans un pays de tradition humanitaire tel que la Suisse. Un reportage dérangeant sur la politique d'asile helvétique.

«Swiss Sans Papiers» d'Andreas Hoessli et «Expulsé!» d'Irene Marty, Suisse 2006, DVD avec deux documentaires (52 et 53 min.), français/allemand, dès 16 ans.

Distribution/vente: Éducation et développement, tél. 021 612 00 81, fed@globaleducation.ch.

Informations: Service «Films pour un seul monde», tél. 031 398 20 88, www.filmeeinewelt.ch

Le reggae militant du griot

(er) Avec son *conscious reggae* aux accents africains, Tiken Jah Fakoly n'a pas la langue dans sa poche quand il dénonce des anomalies politiques ou sociales. C'est ainsi que ce descendant d'une vieille dynastie de griots



ivoiriens, âgé de 39 ans, est devenu une véritable idole. «Le reggae, c'est comme le battement du cœur. On le sent avant de l'entendre», affirme-t-il. Ce credo est partagé par Magyd Cherfi, ancien leader du groupe toulousain Zebda, le rappeur américain Akon et son collègue français Soprano, que Tiken Jah Fakoly a invités sur son cinquième album *L'Africain*. Le propos est souligné par les résonances métalliques des riffs de guitares frappés avec régularité et accompagnés d'accélération mélodiques des cuivres. Un roulement de djembés ça et là. Au balancement des basses succèdent les envolées harmoniques de la kora (harpe) et du n'goni (luth). On reconnaît aussi l'apport du balafon et du clavier dans le riddim de base tissé avec une élégante nonchalance. Et lorsque des choristes reprennent les paroles à la fois énergiques et méditatives de Fakoly, on se dit que le *rasta time* est plus que jamais de saison.

Tiken Jah Fakoly: «L'Africain»
(Barclay/Universal)

Concert pour le Tibet

(er) En 2003, le Lincoln Center de New York organisait un con-



cert de bienfaisance en faveur de la Tibetan Health Initiative, lancée par l'acteur américain Richard Gere. Ce projet fournit un appui médical à des moines et à des nonnes du Tibet qui vivent en exil en Inde. Le concert a jeté un pont par-dessus les frontières culturelles entre l'Est et l'Ouest. Les enregistrements *live* sont désormais disponibles sur CD. Après le discours d'ouverture prononcé par le dalaï-lama, l'auditeur est envoûté par l'invocation méditative des moines tibétains du Gyuto Tantric Choir avec leurs voix gutturales et leur chant venu du fond des âges. Des broderies acoustiques sont ensuite interprétées au sitar par Anoushka Shankar. Puis un étonnant dialogue s'établit entre Nawang Khechog, un Tibétain qui joue de la musique avant-gardiste sur une trompe traditionnelle, et R. Carlos Nakai, un flûtiste et chanteur amérindien. Plus loin, l'Américain Philip Glass, compositeur de musique minimaliste, forme un autre duo avec le Gambien Foday Musa Suso, virtuose de la kora. L'album se referme en beauté sur le mode extraverti, avec la voix éraillée de Tom Waits, accompagné par le quatuor à cordes Kronos Quartet. *Various artists: «Healing the Divide»* (Anti Records/Phonag)

Au royaume de Saba

(er) La voix claire de Saba Anglana capte notre oreille en douceur, portée par un chœur aux multiples nuances dont s'échappent parfois des trilles qui partent à l'assaut du ciel. Légères et discrètes, les modulations instrumentales apportent un fond rythmique peu appuyé: guitares acoustiques et électroniques, kora et basse, accordéon et clavier, djembé et batterie s'intègrent parfaitement pour former un tout homogène. Tels sont les ingrédients du remarquable premier album de cette chanteuse



née à Mogadiscio d'une mère éthiopienne et d'un père italien. Saba Anglana a quitté la Somalie à l'âge de cinq ans avec ses parents qui ont choisi de s'installer à Rome. En Italie, Saba s'est d'abord fait connaître en tant que comédienne. Aujourd'hui, elle entame une seconde carrière, avec des chansons qui reflètent sa propre identité. C'est le plus souvent dans sa langue maternelle – un dialecte somali très rythmé – qu'elle raconte des situations de vie en Somalie ou en Afrique et décrit son propre univers affectif, avec sensibilité et une jolie pointe d'humour.

Saba: «Jidka – The Line»
(Riverboat/Musikvertrieb)

Famille chamanique

(bf) Le Musée d'ethnographie de l'Université de Zurich présente simultanément deux expositions remarquables sur le chamanisme. Toutes deux ont été montées par le directeur Michael Oppitz, avant son départ à la retraite. Cet ethnologue a été le premier à étudier la vie des Magars, un peuple montagnard vivant dans le nord-ouest du Népal. L'une des expositions est consacrée aux chamans magars. De magnifiques photographies illustrent les gestes rituels de ces sorciers guérisseurs. L'autre exposition, la première du

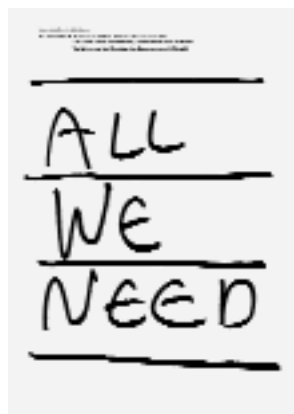


genre dans le monde, montre une série de tambours – le principal attribut des chamans – provenant de toute l'Asie du Nord et de l'Himalaya. Elle nous éclaire sur les conceptions religieuses des nombreuses petites ethnies qui peuplent ces immenses territoires. D'autre part, elle montre que malgré la diversité du chamanisme dans le monde, il y a des ressemblances frappantes entre les types de tambours utilisés, que ce soit en Laponie, en Sibérie, en Mongolie ou dans l'Himalaya.

«*Schamanen der nördlichen Magar*», jusqu'au 16 mars, et «*Trommeln der Schamanen*», jusqu'au 11 août; Musée d'ethnographie de l'Université de Zurich, Pelikanstrasse 40, Zurich; www.musethno.unizh.ch

Besoins, ressources et équité

(bf) Le livre *All we need* (tout ce qu'il nous faut) met en perspective les besoins de l'être humain, les ressources disponibles à l'échelle de la planète et le principe d'équité, ainsi que les multiples interactions entre ces divers aspects. Il part des dix besoins fondamentaux communs à tous les hommes, qui ont été identifiés par l'économiste chilien Manfred Max-Neef: subsistance, protection, affection, compréhension, participation, loisirs, créativité, identité, liberté et transcendance. Combinant de façon originale les textes (en allemand, français et anglais) à des éléments picturaux et graphiques, cet ouvrage invite aussi bien à regarder qu'à lire. Aux collages viennent s'ajouter des images journalistiques et artistiques, ainsi que des citations philosophiques. Par son engagement et par son esprit constructif, *All we need* s'inscrit dans le droit fil des livres *Das Bild der Menschenrechte* (la représentation des droits humains) et *Wem gehört das Wasser?* (à qui appartient l'eau?) parus en allemand chez



le même éditeur.

«All we need», Lars Müller Verlag, Baden 2007

Le sida à travers 28 destins africains

(bf) «Je vis à Johannesburg, sorte d'épicentre de la pandémie du sida. Tout près de chez moi se trouve Soweto, où un adulte sur trois a le sida. Quelques heures de voiture et je suis dans le petit royaume du Lesotho, où il n'y a plus personne de mon âge. Avec mes 35 ans, je suis là-bas un miracle démographique.» C'est ce qu'a écrit la Canadienne Stephanie Nolen, correspondante en Afrique du quotidien *Globe and Mail* de Toronto. Dans un ouvrage poignant paru l'an dernier en anglais et qui sera bientôt traduit en français sous le titre *28*



témoins du sida en Afrique, la journaliste raconte l'histoire de 28 personnes confrontées à la maladie. Elle a choisi ce nombre parce que 28 millions d'Africains sont aujourd'hui infectés par le VIH. Le livre montre comment la maladie évolue, comment elle tue, quels sont ses liens avec les conflits armés, la faim, l'effondrement des États et les transformations globales du monde. Stephanie Nolen décrit des personnalités fortes, mais désemparées, qui savent malgré tout faire preuve de courage et de dignité, qui luttent jusqu'à la fin contre le mépris, la marginalisation et la discrimination. «Nous refusons de mourir avant d'être vraiment morts», affirme, par exemple, le Zambien Winstone Zulu.

Stephanie Nolen : «*28 témoins du sida en Afrique*», Actes Sud, à paraître en mars 2008 ; «*28 Stories of Aids in Africa*», Knopf Canada, avril 2007

Le collectionneur de mondes

(gn) Le Britannique Sir Richard Francis Burton, écrivain, soldat et aventurier, a été le premier à traduire *Les Mille et une nuits* en anglais. Aujourd'hui, c'est son histoire à lui que raconte Ilija Trojanow, auteur allemand d'origine bulgare, dans un livre intitulé *Der Weltensammler* (le collectionneur de mondes). Ou plutôt il la fait raconter par d'autres : dans la première partie, Trojanow donne la parole au valet de Burton en Inde ; puis, c'est un compagnon indigène qui décrit

l'expédition de l'Anglais à la découverte de la source du Nil ; dans le chapitre qui retrace le pèlerinage de Burton à La Mecque, l'auteur met en scène une querelle entre les tenants de diverses doctrines de l'islam. Ce roman biographique se transforme ainsi en un voyage exploratoire et culturel qui n'a rien perdu de son actualité, même s'il se déroule au 19^e siècle. Pendant sept ans, Trojanow a suivi les traces de son protagoniste. Ces expériences lui ont fourni la matière d'un second ouvrage, intitulé *Nomade auf vier Kontinenten* (nomade sur quatre continents) : l'écrivain y confronte ses propres observations aux textes de Burton, notamment sur le colonialisme, la tolérance ou l'attitude envers la religion et les croyances. Cette mise en parallèle nous amène à constater que les choses n'ont finalement pas tellement changé au cours des 150 dernières années. Ilija Trojanow : «*Der Weltensammler*», Hanser Verlag, Munich, 2006, et «*Nomade auf vier Kontinenten*», Eichborn Verlag, Francfort, 2007

Découvrir les autres cultures

(bf) Le fonds Baobab pour la littérature enfantine publie depuis plusieurs années des livres en allemand sur les cultures et les pays lointains. Sa nouvelle édition du catalogue *Fremde Welten* répertorie 200 titres qui partent à la découverte de cultures et de religions différentes, ouvrent des horizons, mais montrent aussi les conflits liés à la coexistence interculturelle. Ce catalogue est un

outil indispensable pour les enseignants, les bibliothécaires, les parents et les autres personnes concernées. Il présente des ouvrages, du matériel didactique, des DVD et des livres audio correspondant à tous les niveaux de compréhension. Pour chaque titre, il propose un commentaire critique détaillé, des recommandations relatives à l'âge et des données bibliographiques. Divers index facilitent la recherche par thème ou par continent.

«*Fremde Welten 2008/2009*», édité par le fonds Baobab pour la littérature enfantine ; www.baobabbooks.ch

Des spécialistes du DFAE viennent à vous

Divers Souhaitez-vous obtenir des informations de première main sur la politique étrangère ? Des spécialistes du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) sont à disposition des écoles, des associations et des institutions, pour leur présenter des exposés et animer des débats sur divers sujets de la politique étrangère. Le service de conférences est gratuit, il ne peut toutefois offrir cette prestation qu'en Suisse et trente personnes au moins doivent participer à la manifestation. Informations : Service de conférences du DFAE, Service d'information, Palais fédéral ouest, 3003 Berne ; tél. 031 322 31 53 ou 031 322 35 80, fax 031 324 90 47/48 ; courriel : info@eda.admin.ch

Impressum

Un seul monde paraît quatre fois par année, en français, en allemand et en italien.

Éditeur :

Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

Comité de rédaction :

Harry Sivec (responsable)
Catherine Vuffray (coordination globale) (vuc)
Joachim Ahrens (ahj)
Barbara Fournier (for)
Thomas Jenatsch (jtm)

Jean-Philippe Jutzi (juj)
Antonella Simonetti (sia)
Andreas Stauffer (sfx)
Beat Felber (bf)

Rédaction :

Beat Felber (bf-production)
Gabriela Neuhaus (gn) Maria Roselli (mr)
Jane-Lise Schneeberger (lis) Ernst Rieben (er)

Graphisme : Laurent Cocchi, Lausanne

Photolitho : Mermod SA, Lausanne

Impression : Vogt-Schild Druck AG, Derendingen

Reproduction :

Les articles peuvent être reproduits, avec mention de la source, à condition que la rédaction ait donné son accord. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

Abonnements :

Le magazine peut être obtenu gratuitement (en Suisse seulement) auprès de : DDC, Médias et communication, 3003 Berne, Tél. 031 322 44 12 Fax 031 324 13 48 Courriel : info@deza.admin.ch www.ddc.admin.ch

860167653

Imprimé sur papier blanchi sans chlore pour protéger l'environnement

Tirage total : 53 000

Couverture : travailleur à Shanghai, Chine ; Michael Wolf/laif

ISSN 1661-1675

Dans le prochain numéro :

La biodiversité revêt une importance croissante, en particulier dans les pays en développement. En effet, les populations pauvres sont celles qui dépendent le plus fortement de son maintien. Notre dossier montre la valeur de la diversité biologique pour les pays du Sud – mais aussi pour ceux du Nord.



Tania Reinhold



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC